

LE
NOM DES PERSONNES
EN DROIT COMPARÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 8 décembre 1933, à 14 h.

PAR

Constantin MIRONESCO

Président : M. LEVY-ULLMANN, professeur.
Suffragants } MM. ROUAST, professeur.
NIBOYET, professeur.

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON & C^{ie}
160, RUE SAINT-JACQUES

1933



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver
les opinions émises dans les thèses, ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.*

LE
NOM DES PERSONNES
EN DROIT COMPARÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 8 décembre 1933, à 14 h.

PAR

Constantin MIRONESCO

Président : M. LEVY-ULLMANN, professeur.

Suffragants { MM. ROUAST, professeur.
NIBOYET, professeur.

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON & C^{ie}
160, RUE SAINT-JACQUES

1933



A MON ONCLE :

STEFAN LAMBRU

INTRODUCTION

L'idée d'écrire un ouvrage sur le nom des personnes en droit comparé nous a paru intéressante, d'abord, par le fait que ce sujet n'avait pas encore été traité, ensuite pour le travail qu'il fallait fournir les textes sur cette matière étant épars et la jurisprudence peu abondante.

Nous avons jugé nécessaire de commencer par le droit romain, dans lequel la technique du nom était très développée et assez compliquée. Ensuite, nous avons présenté un court aperçu historique sur l'évolution du nom en France.

Le noyau de l'ouvrage, nous l'avons divisé en trois chapitres, traitant du nom patronymique, du prénom, du pseudonyme et surnom.

Cette question qui a préoccupé le législateur dans l'ancien droit, qui a fait l'objet de plusieurs décrets et d'une loi dans la législation tumultueuse de la Révolution française, n'a pas aujourd'hui sa forme définitive et soulève encore des discussions doctrinales.

Nous avons cru nécessaire de grouper les diverses législations selon leur parenté. D'abord, les pays latins, puis l'Allemagne, pays où cette question forme l'objet d'une réglementation plus ou moins stricte; l'U. R. S. S. qui associe étroitement le nom à l'idée de cohésion familiale, et le condamne comme tel, et enfin l'Angleterre, pays de la liberté absolue où ni la loi, ni les usages, qui font office de loi, ne s'occupent de cette matière, qu'incidemment.

Encore une difficulté en droit anglais, provient des termes mêmes employés. En effet, l'expression « name » a trois significations différentes : dans une première acception large, il comprend toute la désignation d'une personne (prénoms, nom, surnom), dans une seconde, le nom patronymique, enfin dans une troisième, le prénom seulement. L'expression « surname », qui veut dire : nom patronymique est très souvent employée pour désigner le surnom. Ce dernier joue en droit anglais, presque le même rôle que le nom patronymique.

Nous avons insisté particulièrement sur la législation roumaine, ce pays étant le seul avec la France et la Belgique, à posséder une loi spéciale sur le nom. Nous pensons que la loi roumaine de 1895 (que nous publions *in-extenso* dans l'appendice), pourrait servir de modèle aux législations des autres pays.

Cette loi, inspirée dans ses lignes générales, de la loi française du 11 germinal, an XI, est une loi complète, qui, dans ses 24 articles, traite des questions relatives au nom dans leurs moindres détails.

Il serait de la plus grande utilité, pour les autres pays qui se contentent de quelques articles de leurs codes civil et pénal en ce qui concerne le nom, d'avoir une pareille loi, pas telle quelle, bien entendu, mais appropriée au système législatif et au génie propre de chaque nation.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER.

LE DROIT ROMAIN

§ 1.

A Rome, le nom avait des fonctions multiples et précises, ses divers éléments étant composés suivant des règles fixes ; il indiquait à la simple lecture la qualité de citoyen romain, d'ingénu ou d'affranchi. Il servait aussi à déterminer l'individualité de la personne selon sa situation sociale, ainsi que ses rapports avec la famille dont elle faisait partie.

La multiplicité des éléments composant le nom, est fait connu dès le début de l'histoire de Rome ; mais ce n'est qu'à partir du sixième siècle qu'il commence à avoir tous ses cinq éléments¹, qui n'étaient pas tous d'importance égale ; les Romains avaient l'habitude de réunir dans un groupe qu'ils appelaient *tria nomina*, les trois premiers éléments du nom, le *praenomen*, qui désigne la personne, le *nomen*, appelé aussi *nomen gentilitium*, qui désigne les *gens* dont elle fait partie, et le *cognomen*, qui indique sa famille ; venaient après les deux autres éléments du nom, l'un indiquant la tribu dans laquelle le citoyen était inscrit, et l'autre sa filiation (fils d'un tel...), et selon qu'on dit

1. Henry Michel, *Le Droit de Cité romaine*, page 42.

filius ou *libertus*, on savait s'il s'agissait d'un ingénu ou d'un affranchi.

D'après la « *lex Julia municipalis* », le fonctionnaire chargé du *cens* dans les colonies, doit exiger de tout citoyen romain, l'indication de ses *nomina*, *praenomina*, *patres* ou *patroni*, *tribus* et *cognomina*¹.

§ 2. *Le praenomen*

Premier élément du nom qui désignait la personne ainsi que le prénom actuel, était donné à l'enfant par ses parents, le neuvième jour après sa naissance, *dies lustricus*, mais cette désignation était en quelque sorte provisoire car elle ne devenait définitive et légale que par l'inscription sur les *tabulae censoriae*, lors de la prise par l'enfant de la toge virile, à l'âge de dix-sept ans.

Au cas où l'enfant n'avait pas reçu de prénom, on le désignait sous le nom général de *Pupus*, suivi de ses deux autres noms.

S'il s'agissait d'une naturalisation ou d'un affranchissement, la collation du nom avait lieu en même temps, et par le même acte que la collation du droit de cité.

Les prénoms ont presque toujours une signification quelconque; ainsi, ils indiquent une divinité : *Marcus*, *Lar*, *Tibérius*, ou bien une particularité de la naissance : *Marius*, *Lucius*, né le jour ou le matin, ou bien encore ils indiquent la croissance prospère de l'enfant : *Tullus*, de *tollere*, *Gaius*, de *gaudere*.

Donc, le prénom servait au sein d'une même famille à distinguer, les uns des autres, ses membres; il servait aussi aux fils, esclaves et clients, pour désigner le chef de la

1. Mommsen et Marquardt, *Manuel des antiquités romaines*, tome XIV, page 11.

famille, *parter familias*, que ses amis appelaient par son surnom.

Choisi d'abord avec la plus grande liberté, le nombre des prénoms se restreignit peu à peu, et l'on prit l'habitude, surtout dans les *gentes* patriciennes, de les prendre sur une liste assez limitée. Les grandes familles, faisant partie de la même *gens*, avaient aussi leurs prénoms particuliers et les familles plébéiennes les imitant adoptèrent ces mêmes prénoms, qui, de cette façon, restèrent seuls en usage.

Varron, de son temps, en cite trente, mais à l'époque de Sylla, il n'en restait que dix-huit, distribués entre les diverses *gentes*.

On peut diviser les prénoms en quatre classes, d'abord ceux d'un usage constant pour toutes les *gentes*, au nombre de quatorze, prénoms qui s'écrivaient toujours en abrégé. Voici leur liste, d'après Henry Michel¹ : *Olus* (A), *Caius* (C), *Cnaeus* (CN), *Decimus* (D), *Lucius* (L), *Manius* (M ou M'), *Marcus* (M), *Publius* (P), *Quintus* (Q), *Servius* (SER), *Sextus* (SEX), *Spurius* (Sp), *Tiberius* (Tib), *Titus* (T).

Le second groupe est formé de neuf prénoms qui sont à l'usage exclusif de certaines *gentes* : *Appius* (APP) pour la *gens Claudia*; *Herius* (HER), peut-être pour la *gens Asinia*; *Caeso* (K), pour trois *gentes* : *Qinctia*, *Fabia* et *Duilia*; *Mamercus* (MAM), pour la *gens Aemilia*; *Numerius* (N), pour la famille *Fabia*, mais on le trouve aussi ailleurs; *Agrippa* (AGRIPP), *Opiter* (OPETR), *Volusus* ou *Volesus*, ne s'abrège pas, et *Volero* (VOLER).

Ces quatre derniers prénoms, tombent en désuétude après avoir été usités pendant les premiers siècles de Rome.

1. *Op. cit.*, page 77 et suiv.

Un troisième groupe est formé par des prénoms qui n'appartiennent pas à une *gens* déterminée, mais sont d'un usage général, et on les retrouve mentionnés par les divers auteurs, les voici : *Ancus, Caesar, Hostus, Lar, Postumus, Sertor, Staius, Tullus, Vibius, Vopiscus*.

Enfin le dernier groupe, formé par des *cognomen*, que certaines familles employaient comme des *praenomen*, et qui apparaissent seulement au commencement de l'Empire ; ce sont : *Cosus, Faustus, Julius, Galeo, Nero* et *Paullus*¹.

Il n'en était pas ainsi des *praenomen* des femmes qui, n'ayant pas de signification politique, furent choisis arbitrairement, ne s'écrivirent pas en abrégé, et furent donc des véritables *cognomen*.

§ 3. *Le nomen gentilitium*

Dans la formation complète du nom du citoyen romain, le *nomen gentilitium*, appelé aussi *nomen* tout court, occupe le deuxième rang. Il s'écrit généralement en toutes lettres, à la différence du *praenomen*, qui s'écrit en abrégé.

Le *nomen gentilitium* indique la *gens* à laquelle appartient la personne, la *gens*, c'est-à-dire un groupe de familles descendant d'un auteur commun, dont elles portent le nom², ou unies entre elles, par les liens de la clientèle ou du patronage, car l'esclave, lors de l'affranchissement, prenait le *nomen gentilitium* du maître, et restait, lui et sa famille, dans la *gens* de celui-ci où ils occupaient un rang inférieur.

Les clients étaient des descendants d'affranchis, qui d'abord étaient placés sous le *jus patronatus* d'un *gentilis*,

1. Pour la liste complète des prénoms, avec leur signification, voir Salveton, *Le nom en Droit romain et en Droit français*, thèse, Lyon, 1887.

2. Willems, *Droit public romain*.

mais les liens du patronage se relâchant peu à peu, comme d'ailleurs l'autorité du *pater familias* sur les membres de la famille, les clients ne gardaient plus leur situation inférieure.

La femme mariée *cum manu*, entre dans la *gens* de son mari, et en prend le nom. Celle mariée *sine manu*, garde son *nomen gentilitium*, et n'entre pas dans la famille de son mari.

A l'origine, la *gens* avait ses usages et son culte particuliers, formant un groupe politique distinct, mais à la fin de la république, la *gens* devint une grande famille sans cohésion et il ne resta de commun entre ses différents membres, que le nom.

Le *nomen gentilitium* se forme généralement en ajoutant la terminaison *ius* à un nom propre d'homme. On cite à cet exemple¹, les prénoms : *Fustus*, *Julsu*, *Marcus*, *Postumus*, *Quintus*, *Sextus*, desquels dérivent les *nomina gentilitia* *Fusius*, *Julius*, *Marcus*, *Postumius*, *Quintius*, *Sextius*.

Mais, à côté de la terminaison en *ius*, on en trouve d'autres par exemple : *aeus*, *eius*, qui lui ressemblent, mais on trouve aussi d'autres complètement différentes, comme *anas*, *enas*, *inas*, *erna*, *enna*, *ina*, mais ce sont là des exceptions qui s'expliquent par le fait que des familles étrangères établies à Rome n'étant pas admises au rang des patriciens ne tenaient pas à changer de nom, et conservaient leur nom primitif avec sa forme étrangère.

D'autres *nomen gentilitium*, dérivent du nom d'un lieu ou d'une ville; on a soutenu que, dans ce cas, le nom indiquait une origine servile, parce qu'au moment de l'affranchissement de l'esclave d'une cité, on lui donnait le nom

1. Mommsen, *Roemische Forschungen*,

de la cité, auquel on ajoutait la terminaison *nus*; mais il faut croire¹ que ce *gentilitium* indiquait une origine étrangère, mais non servile. Ainsi, lorsque le droit de cité était accordé à toute une province, les habitants conservaient leur nom, auquel ils ajoutaient un *praenomen* et un *cognomen* en forme romaine. Ceux qui se trouvaient ne pas avoir de nom, s'en formaient un, en ajoutant la terminaison *anus* à la dénomination de son lieu d'origine, ou au nom de sa patrie.

S'il s'agissait d'un affranchissement individuel d'un homme libre, admis à la *civitas romana*, celui-ci prenait le *praenomen* et le *nomen gentilitium* du magistrat qui l'affranchissait, en signe d'hommage. Même l'esclave affranchi par une cité, avait très souvent le nom terminé en *ius* et non en *anus*. ainsi que le *servus publicus* affranchi s'appelle *Publicius*.

Les esclaves des collectivités qui ne sont pas *servi publici*, prennent le nom de cette collectivité, et aussitôt leur nom est inscrit sur les *tabulae censoriae*.

L'enfant, né *ex justis nuptiis* prend le *nomen gentilitium* du père.

L'enfant né en dehors du mariage, suit la condition de sa mère, il prend donc aussi son *nomen*.

La loi Mincia apporte une exception à ces règles; en effet, elle décide que l'enfant suit la condition du père lorsque celui-ci est pérégrin, mais si le père est Latin et la mère citoyenne romaine, l'enfant est, lui aussi, citoyen romain.

Les naissances dans les grandes familles étaient publiées par les soins d'un magistrat dans les *acta publica* ou *acta populi diurna*.

1. Henry Michel, *op. cit.*, p. 177.

Plus tard, au temps des Antonins, on trouve des registres tenus par les *praelecti aerarii saturnini* et qui sont des actes de l'état civil.

La déclaration était faite par le père, mère ou aïeul, dans les trente jours après le *dies lustricus*, ces registres faisaient foi jusqu'à preuve contraire.

§ 4. *Le cognomen*

Le *cognomen* occupe la dernière place dans la formation complète du nom, il n'est pas placé immédiatement après le *nomen gentilitium*, mais entre eux se trouvent deux autres éléments du nom, l'indication de la filiation et celle de la tribu.

Nous allons étudier le *cognomen* avant ces deux autres éléments, à cause de la place qu'il occupe dans la formation du groupe que les Romains appellent le *tria nomina*¹.

Le *cognomen* servait à désigner l'individu par rapport aux autres membres de la famille, et cela sans faire double emploi avec le *praenomen*. Celui-ci perdant peu à peu sa fonction primitive, qui était de désigner l'individu, finit par ne plus indiquer que la qualité de citoyen romain, et voici comment : Le nombre des *praenomen* étant de plus en plus restreint, chaque *gens* et chaque famille ayant les siens, on prit l'habitude de donner le même *praenomen* à tous les fils du même père. On essaya vainement d'enrayer cette coutume, et un senatus-consulte de l'année 514 u.c. qui décidait que le fils aîné seul pouvait prendre le nom du père, resta sans effet.

Il fallait bien trouver autre chose pour distinguer entre eux les différents membres d'une même famille et d'une

1. Voir *supra*, page 1.

même *gens*. A cet effet, on employa le *cognomen* qui désignait bien l'individu en soulignant une qualité physique ou en indiquant son métier, son origine, etc. Il est probable qu'au début, on employa le *cognomen* dans les *gentes patriennes* qui, étant les plus anciennes étaient aussi les plus nombreuses, et ont, les premières, senti le besoin de mieux distinguer entre eux leurs membres. Souvent, lorsqu'un *cognomen* rappelait un fait glorieux, on le transmettait aux descendants pour perpétuer l'éclat de la race.

Il arrivait aussi que le Sénat, le peuple ou l'armée donnassent par acclamation un nom à un citoyen ou à un général victorieux, et que celui-ci conservât cette dénomination, qui était plutôt un *agnomen*, c'est-à-dire, une appellation sans utilité pour une meilleure individualisation, mais servant à rappeler un fait glorieux.

L'*agnomen* pouvait aussi servir comme *cognomen* si l'individu n'en avait pas un¹. Le père pouvait donner un *cognomen* à un de ses fils, mais d'habitude c'était le fils aîné qui le portait. Unique d'abord, on commença de très bonne heure à en porter deux, trois, et même plusieurs.

Les causes qui amenèrent cette pléthore de *cognomen* sont, d'après Henry Michel, les suivantes : d'abord le fait que le *nomen gentilitium* ne servant plus très bien à distinguer entre elles les familles d'une même *gens*, on prit l'habitude d'avoir un *cognomen héréditaire*, force fut donc d'employer un autre *cognomen* pour la désignation individuelle. Le même fait se produisant aussi entre les membres d'une même famille, le nombre des *cognomen* alla en croissant. Une autre cause fut l'adoption. L'adoptant, lors de l'adoption, donnait à l'adopté son nom, composé de trois éléments connus, *praenomen*, *nomen* et *cognomen*, auxquels l'adopté

1. Henry Michel, *op. cit.*, page 216.

ajoutait un *cognomen* formé par son *gentililium* d'origine avec la terminaison *anus*.

Dès les premiers temps de l'Empire, pour mieux indiquer sa famille d'origine, l'adopté conservait le *cognomen* héréditaire de sa famille, seul ou accompagné de son *nomen gentililium* originaire, ces deux derniers avec la fonction de *cognomen*.

Enfin, la dernière cause fut l'adoption testamentaire. Très différente de l'adoption entre vifs, l'adoption testamentaire n'était qu'une institution d'héritier à condition que l'institué prit le nom du testateur. L'adopté prenait le *praenomen* de l'adoptant, mais conservait son *nomen gentililium* d'origine. Pour lui servir de *cognomen*, il prenait le *nomen* de l'adoptant.

Les adoptions apportèrent des perturbations dans la composition du nom en multipliant exagérément ses éléments.

Le *cognomen* des femmes, ainsi que leur *praenomen*, fut choisi arbitrairement.

§ 5. *Filiation. Tribu. Autres éléments.*

L'élément du nom qui détermine la filiation, est le premier des deux éléments secondaires qui, avec le groupe appelé *tria nomina*, forment le nom complet.

Sa place se trouve entre le *nomen gentililium* et l'indication de la tribu,

Dans le nom du citoyen romain ingénu, la filiation s'indique par le *praenomen* du père au génitif, suivi du mot *filius*. Le *praenomen* s'écrit comme d'habitude en abrégé et le mot *filius* aussi, mais très souvent, on emploie tout simplement un F. Pour le nom des affranchis, on remplace le nom du père par le nom du patron. Leur nom se forme

donc avec le *praenomen* et le *nomen* du patron, l'ancien nom d'esclave sert de *cognomen*, et à la place occupée par l'indication de la filiation on met le *praenomen* du patron précédé du mot *libertus*.

Tout comme dans les noms des ingénus, le *praenomen* du patron s'écrit en abrégé, et le mot *libertus* LIB. ou bien L. tout court. Si l'affranchissement est effectué par une femme, l'affranchi prend le *nomen gentilitium* de celle-ci, et comme *praenomen*, celui du père de sa patronne.

Quoique la différence qui existait entre le nom d'un ingénu et d'un affranchi était si légère que parfois elle se réduisait aux lettres F (*filius*) et L (*libertus*), il suffisait d'un coup d'œil pour la constater.

Les affranchis, soucieux de supprimer tout vestige de leur ancienne condition inférieure, demandaient au prince le bénéfice de la *restitutio natalium*, qui non seulement leur donnait l'aptitude aux honneurs et détruisait les droits du patronage, mais leur donnait aussi le droit de modifier leur nom. Ainsi, les dernières différences disparaissent.

Cependant, les Romains, fiers de leur ascendance, et observant strictement les distances sociales n'admettaient pas une égalité complète entre un fils d'ingénu et un fils d'affranchi; et, pour marquer la différence, indiquaient-ils dans leur nom, non seulement le nom du père, mais aussi celui du grand-père et même celui de l'aïeul. Evidemment, un fils d'affranchi ne pouvait pas en faire autant.

On suit les mêmes règles pour une fille ingénue et pour une femme affranchie, en abrégeant les mots *filia* et *liberta* par F. et L.

En ce qui concerne la femme mariée dans le mariage *cum manu*, mari et femme ont le même *nomen gentilitium*, et le nom du mari remplace la filiation; dans le mariage

sine manu, la femme indique sa filiation, mais peut avoir un autre *nomen gentilitium* que celui de son mari.

Tribu

C'est l'élément du nom qui indique par excellence la qualité de citoyen romain. Il occupe l'avant-dernière place dans le nom complet, entre la filiation et le *cognomen*. La division en tribus du peuple romain date du temps de Servius Tullius. Leur nombre paraît avoir été de trente, dont quatre urbaines et de vingt-six rurales. Leur nombre varia et se fixa finalement à trente-cinq, division qui dura jusqu'au temps de Caracalla¹ qui donnant la qualité de citoyen romain à tous les sujets de l'Empire, enleva tout intérêt à la désignation de la tribu dans le nom.

Le fait d'appartenir à une tribu étant héréditaire, le fils était inscrit dans la même tribu que son père.

La désignation de la tribu se fait par le nom de celle-ci mise à l'ablatif, en tant qu'adjectif, et pour s'accorder avec le mot *tribus* qui presque toujours est sous-entendu².

Elle se fait presque toujours en abrégé.

Lors de l'affranchissement l'ancien esclave s'il devenait citoyen était inscrit, d'habitude, dans une tribu urbaine, mais s'il ne devenait que latin Junien, il n'était inscrit dans aucune tribu.

Les femmes n'étant pas inscrites dans les tribus, il n'en était pas fait mention dans leur nom.

Autres éléments. — Changement de nom

A côté des cinq éléments principaux, on en trouve aussi d'autres d'une moindre importance dans l'évolution du nom.

1 et 2. Henri Michel, *op. cit.*, page 332 et 339.

Ainsi, vers la fin du premier siècle de notre ère, on ajoutait l'indication du domicile, soit par le nom de la ville, venant avant ou après le *cognomen*, soit précédé du mot *domo*, soit enfin, accompagné du nom de la province où la cité se trouvait.

Le changement du nom, prénom et surnom était libre, mais lorsqu'il y avait intention frauduleuse, il était répréhensible.

Voici en quels termes s'exprime un rescrit des empereurs Dioclétien et Maximien (I, C, *de mutatione nominis*) : *sicut in initio Nominis, cognominis, praenominis, recognoscendi singulo impositio libera est privatis ità eorum mutatio innocentibus periculosa non est.*

Mutare itaque, Nomen, vel praenomen sive cognomen sive alicue fraude licito jure, si liber es, secundum ea quae saepe statuta sunt immine prohibueris nullo ex hoc quae praejudicio fuluro.

(Les mutations de noms ne peuvent porter aucun préjudice aux innocents puisqu'il est permis, pour cause de distinction, de prendre les noms et les prénoms qu'on juge à propos. C'est pourquoi, rien ne vous empêche, si vous êtes libre, de changer, conformément à ce qui a été souvent statué à cet égard, votre nom ou vos prénoms, toutefois sans fraude et légitimement; vous ne devez craindre de cette démarche aucun préjudice pour l'avenir.)

CHAPITRE II

HISTOIRE ET EVOLUTION DU NOM EN FRANCE

Chez les Gaulois, comme chez beaucoup de peuples de l'antiquité, par exemple les Juifs, les Kimris, les Celtes, les Germains et généralement chez les peuples de race aryenne, le nom était unique, spécial et propre à chaque individu.

Presque tous ont un sens, ils désignent un défaut ou une qualité, un métier, etc., ainsi chez les Gaulois, Vercingétorix veut dire chef des cent chefs; Buduognat veut dire fils de la victoire; Eporedorix, dompteur des chevaux, mais lorsque les Romains envahirent la Gaule, et la transformèrent en province romaine, leur influence se fit sentir aussi au point de vue de l'appellation, et on vit des familles gauloises adopter le nom romain tripartite.

Plus tard, lorsque l'Empire s'écroula sous l'invasion des barbares, et que l'influence romaine païenne fut remplacée, en Gaule, par la force croissante du christianisme, on désigna pendant une période de plusieurs siècles, du ^{vie} au ^{x^e}, les individus par un nom de saint, nom qu'ils recevaient au baptême, et qui correspondait au *praenomen* romain; durant cette période le *nomen gentilitium* disparut et pour retrouver la filiation, on employa un système analogue à celui usité par les anciens grecs en ajoutant au nom de baptême le nom de baptême du père, un tel fils d'un tel.

On ne tarda pas cependant à employer le nom de baptême pour désigner tous les descendants du même auteur, et ainsi il devint un vrai nom de famille.

Souvent on ajoutait au nom de baptême un surnom qui se perpétuant dans la même famille devint un nom patronymique et désigna toute une lignée.

Au x^v^e siècle, tout le monde a en France un nom patronymique, pour désigner la souche commune, et un prénom, pour distinguer entre eux les membres de la même famille.

Mais s'il était facile de distinguer entre eux les membres d'une même famille, il l'était beaucoup moins de distinguer les différentes familles entre elles, à cause de l'identité du nom.

Les nobles qui étaient devenus propriétaires héréditaires de leurs fiefs, depuis la proclamation capitulaire de Quercy en 876, prirent en guise de surnom le nom de leur seigneurie ou terre, surnom qui se transmet héréditairement avec la terre au fils aîné.

Ainsi il arrivait que beaucoup de familles perdaient leur vrai nom qui était remplacé par le surnom terrien, devenu patronymique.

Mais comme la terre changeait souvent de propriétaire et comme chaque propriétaire successif en prenait le nom et que depuis le xiii^e siècle, au moins, les roturiers aussi ont pu posséder des fiefs, comme le prouve le livre premier des « *Etablissements de Saint Louis*¹, il arrivait des confusions des plus fâcheuses entre les familles portant le même nom.

Pour remédier à cet état de choses, Henry II promulgua l'Ordonnance d'Amboises du 26 mars 1555, qui dans son

1. Qui est le plus ancien essai de coutumes générales de l'Ile de France, Orléanais, Touraine, Anjou et Maine, et qui parle de l'acquisition des fiefs par les roturiers, comme d'une chose connue depuis longtemps.

article neuf « fait défense à toutes personnes de changer leurs noms et armes, sans avoir obtenu de lettres de dispense et permission à peine de mille livres d'amende, d'être puni comme faussaire et privé de tout degré et privilège de noblesse ».

Cette Ordonnance n'ayant pas été enregistrée, on n'y fit pas attention et elle resta lettre morte. L'Ordonnance de Blois de 1579 qui la renouvela, ne fut pas plus appliquée.

Mais comme il fallait trouver quand même un remède, sur la proposition des Etats généraux, assemblés en 1614 et 1615, Louis XIII donna en 1629 une nouvelle Ordonnance connue sous le nom de Code Michaud, ainsi nommée par dérision d'après le nom du garde des sceaux Michel de Marillac, son auteur, tombé depuis lors en disgrâce.

Cette nouvelle Ordonnance enjoignit à tous gentilhommes de signer en tous actes et contrats du nom de leur famille et non de leur seigneurie, sous peine de faux et d'amende arbitraire.

Enregistrée avec difficulté, en lit de justice, cette Ordonnance n'eut pas un meilleur sort que les autres, et ne fut pas plus appliquée, on continua donc à substituer au nom de famille le nom de terre, en créant ainsi une noblesse factice.

Cet état de choses, assez confus, dura jusqu'à la Révolution qui apporta de grands changements.

Les décrets du 19 juin 1790 et 27 septembre 1791 abolirent les titres de noblesse et ordonnèrent à chaque citoyen de reprendre et de porter son vrai nom de famille.

Un autre décret du 20-23 juin 1790 réintégra dans leurs anciens noms les villes, bourgs, villages et paroisses, auxquelles les ci-devant seigneurs avaient donné ceux de leur race.

Vint ensuite le décret du 20 septembre 1792, qui remit à des officiers publics la tenue des actes de l'Etat civil, qui jusqu'alors était confiée au clergé.

C'est à François I^{er} que remontent les premiers essais de réglementation des actes de l'état civil. En 1539, il ordonna qu'il serait fait registre en forme de preuve de baptême qui contiendrait le temps et l'heure de la naissance, et que l'on prouverait le temps de la majorité, par l'extrait de ces registres qui feraient foi en justice.

L'Ordonnance de Blois, dans son article 181, a, depuis, ordonné le dépôt de ces registres entre les mains des greffiers en chef de chaque siège royal, et celle de 1667, que ces registres seraient tenus en double, un exemplaire entre les mains des curés de chaque paroisse et l'autre déposé au greffe de la juridiction royale.

Ces dispositions, d'une incontestable utilité, restèrent sans application, et ce ne fut qu'en 1736, à la suite de la déclaration formelle de roi Louis XV, qu'on commença à porter ces registres dans les dépôts publics¹.

L'Eglise assimilait complètement la constatation de la naissance et le baptême à l'occasion duquel on donnait à l'enfant un nom de saint qu'on inscrivait sur un registre. Ces deux institutions une fois séparées, la plus grande liberté régna quant au choix du prénom, et on le choisit un peu partout, parmi les êtres abstraits, les choses inanimées, les plantes, les animaux, et chose assez grave, aussi parmi les noms patronymiques des personnes existantes, ou des familles illustres éteintes depuis peu.

Exactement la même chose se produisit pour les noms, et un décret de la Convention du 24 brumaire, an II, permit

1. Merlin *Répertoire de jurisprudence*. Voir Nom.

à chacun de changer de nom par une simple déclaration devant la municipalité.

Les changements de nom furent si nombreux et si fantaisistes et apportèrent des troubles et des confusions si fâcheuses que la Convention effrayée rendit un décret le 6 fructidor an II, qui dans son article premier défendit à tous les citoyens de porter d'autres noms et prénoms que ceux indiqués dans leurs actes de naissance, et ordonna à ceux qui les avaient quittés de les reprendre.

Dans son second article elle défend d'ajouter aucun surnom à son propre nom, à moins qu'il n'ait servi jusqu'alors à distinguer entre eux les membres d'une même famille, mais à la condition toutefois de ne pas rappeler les qualifications nobiliaires. Les sanctions étaient très sévères, six mois d'emprisonnement et une amende égale au quart du revenu. La récidive sous peine de dégradation civique.

Un arrêté postérieur, du 19 nivôse an VI, prescrivit les mesures nécessaires pour la stricte exécution du décret de fructidor, et chargea les commissaires du Directoire exécutif près les administrations centrales et municipales, près les tribunaux correctionnels et criminels de dénoncer aux officiers de police judiciaire toutes contraventions à la loi.

Toutes ces dispositions n'étaient pas très claires ni très efficaces, et le gouvernement consulaire sentit le besoin d'une nouvelle législation et chargea le conseiller d'Etat Miot d'exposer les motifs d'une nouvelle loi qui fut votée le 11 germinal an XI et qui n'ayant pas été abrogée est encore en vigueur aujourd'hui.

Le conseiller Miot fit remarquer en la séance du 1^{er} germinal an XI qu'à l'état d'alors de la législation il y avait deux lacunes importantes, la première était la liberté absolue laissée aux particuliers de choisir les prénoms,

et la seconde l'impossibilité d'obtenir le changement du nom de famille dans les cas où l'ancienne législation le permettait. En ce qui concerne les prénoms, il proposa de remplacer la dénomination de nom de baptême par le mot prénom qui pouvait mieux convenir à tous les membres de la société quel que fût leur culte.

Quant à leur choix, l'article premier du titre premier le fixe parmi le nom des saints des différents calendriers en usage, ou ceux des personnages connus dans l'histoire ancienne.

Un tel système avait l'avantage de la clarté et de la simplicité, et devait guider l'opinion qui était un peu désorientée à la suite de la Révolution.

Quant au changement de nom, le projet réserve exclusivement, comme par le passé, aux tribunaux, le droit de connaître toutes les questions d'Etat entraînant les changements de nom.

C'est au gouvernement de connaître les questions relatives au changement de nom, à la suite d'une demande dont il a à juger la validité des motifs. Pour sauvegarder l'intérêt des tiers, l'autorisation de changer de nom n'aura d'effet qu'un an après son insertion au *Bulletin des lois*, délai durant lequel toute personne intéressée et y ayant droit est admise à présenter requête pour obtenir sa révocation, que le gouvernement a le droit de prononcer.

Dans cette même loi, votée le 11 germinal an XI, on traite des peines qu'encourent ceux qui prennent de faux noms et que nous verrons plus tard.

Des dispositions particulières concernant les Juifs et les habitants des départements de la Hollande Hanséatique et de la Lippe.

Jusqu'en 1808 les juifs allemands n'ont pas eu de nom patronymique, et on les désignait par le nom de la ville qu'ils habitaient, et qu'on ajoutait à leur nom qui, très souvent, était un nom tiré des livres sacrés. Lorsqu'ils changeaient de ville ou de nom, tout moyen de contrôle disparaissait, aussi le décret du 20 juillet 1808 ordonne aux juifs, qui n'ont pas de nom d'en prendre un dans un délai de trois mois à partir de la publication du décret. Ce nom doit être autre que le nom d'une ville ou tiré de l'Ancien Testament.

Ils doivent également prendre un prénom parmi ceux autorisés par la loi du 11 germinal an XI.

Déclaration sera faite par devant l'officier de l'Etat civil de leur domicile.

Ceux qui ultérieurement, viendraient s'établir dans l'Empire s'ils entrent dans le cas prévu par l'article premier doivent remplir les mêmes formalités dans un délai de trois mois qui suivra leur entrée en France.

Un décret du 18 août 1811 prit des dispositions semblables pour les habitants des départements de la ci-devant Hollande, des Bouches-du-Rhin, des Bouches de l'Escaut et de l'arrondissement de la Bréda, et ordonna aux sujets qui n'avaient pas de nom de famille et de prénoms fixes, d'en adopter dans l'année de la publication du décret et d'en faire déclaration à l'état civil.

Ceux qui ont déjà un nom connu et constamment porté, peuvent le conserver, mais doivent eux aussi faire une déclaration par devant la mairie de la commune où ils sont domiciliés, où celle où ils se proposent de fixer leur domicile.

Enfin, par un décret du 12 janvier 1813, les dispositions des décrets du 20 juin 1808 et du 18 août 1811 sont déclarées applicables aux habitants des Bouches-de-l'Elbe des Bouches-du-Weser, de l'Ems supérieur et de la Lippe.

Ces dispositions applicables seulement aux habitants qui n'avaient pas de nom et prénoms fixes.

Guidé par d'autres motifs, le législateur du 21 septembre 1881 et du 23-24 mars 1882, et notamment par le désir d'établir pour la propriété dans les colonies les règles du Code civil, constitua aux Algériens et aux indigènes des territoires français de l'Inde un état civil obligatoire, nécessaire pour permettre l'inscription, par nom individuel, des cessions et des hypothèques.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LE NOM PATRONYMIQUE

Section I. — Généralités.

Le nom patronymique ou nom de famille est évidemment l'élément essentiel du nom des personnes. C'est grâce à lui que les membres d'une même famille peuvent se reconnaître. C'est lui qui de génération en génération transmet et assure la perpétuation du groupe familial en tant qu'institution sociale.

C'est grâce à lui encore que les recherches généalogiques peuvent remonter de siècle en siècle, aux temps obscurs du Moyen âge et même au temps des Romains. Formé selon le génie propre de chaque nation on peut reconnaître la nationalité du porteur du nom à son simple énoncé et, que de fois, grâce à lui encore, on a pu faire de riches héritages d'oncles d'Amérique depuis longtemps partis et oubliés.

Le système du nom de famille a eu des adversaires qui ont proposé de le remplacer par de simples numéros d'ordre. Ils lui reprochent le grand nombre d'homonymes, inévitable; nombre qui va nécessairement en croissant et qui crée des confusions très fâcheuses. Il faut pourtant reconnaître qu'avec des numéros ce serait pire. On enlèverait toute

la personnalité de l'ensemble que le nom forme avec la personne qui le porte, et qui, après la mort physique de l'individu subsiste quelquefois pendant des siècles. D'ailleurs dans la pratique, la confusion créée par le grand nombre d'homonymes est atténuée soit par des prénoms différents, une adjonction de nom de ville, soit par des titres de professions différents, etc. Une autre question qui soulève des discussions doctrinales est la nature qu'a l'individu du droit de porter et de défendre son nom.

Ce problème obscur et difficile¹ est loin encore d'être résolu.

Nous allons présenter un tableau aussi clair que possible de l'état actuel de la jurisprudence et de la doctrine. La jurisprudence admet le droit de propriété au nom patronymique pour la famille qui le porte; on peut citer en ce sens d'innombrables arrêts où le mot figure en toutes lettres (Trib. civ. Seine 15 février 1882, J. G. Suppl. V. Nom; Civ. 25 oct. 1911 D. P. 1912, 1.208; Trib. Civ. Seine 28 nov. 1902. *La Gazette des tribunaux* du 24 déc. 1902; Cour de Bourges, 8 mars 1921, *Rec. Gaz. Palais* 1921, 1.1412; Trib. confl. 22 juillet 1922, D. P. 1924. 3. 25, ces deux derniers arrêts pourtant parlent de propriété *sui generis*...).

Nous allons reproduire quelques attendus d'un arrêt récent du tribunal civil de la Seine du 1^{er} décembre 1926 (D. H. 27, pag. 127) dont les termes, s'ils n'ont pas le mérite d'être originaux, car on reproduit à peu près les termes d'une thèse de doctorat assez ancienne, nous semblent bien représenter l'esprit actuel de la jurisprudence :

« La propriété du nom patronymique donne à celui qui le porte le droit d'interdire à l'auteur d'une œuvre de pure fantaisie de prêter ce nom à l'un de ses personnages. »

1. Colin, notre D. 1904.2.1.

« Attendu qu'en droit le nom a une valeur tant individuelle qu'héréditaire, de tous temps le nom a été la représentation en quelque sorte symbolique de l'individu, le nom est le mot qui vivifie pour nous ces universaux dont parlait l'ancienne scolastique et l'idée générale qu'il évoque instantanément est celle de la personnalité entière de l'homme, sa structure physique, ses traits et les particularités de sa physionomie, son intelligence, son caractère et sa sensibilité, enfin tout son être physique et moral; le nom le suscite d'un seul coup; aussi a-t-on pu dire: au seul prononcé de son nom le personnage se dresse debout; mort, le nom lui restitue la vie; absent, il l'appelle devant nous.

Attendu que, pour qui que ce soit, le nom apparaît comme la plus haute représentation, la plus parfaite intégration de la personnalité humaine, de là aussi vient que l'homme est intéressé à le respecter et à le défendre comme sa propre personne. Attendu qu'en devenant patronymique le nom a pris une valeur héréditaire sur la tête de l'individu qui en est titulaire il représente tout un patrimoine de souvenirs et d'honneur dont l'enrichissent ses ancêtres et qu'il doit défendre contre toute atteinte qui y aurait été portée.

Attendu que le nom quoique ne représentant actuellement qu'un foyer d'affection et d'éducation, un groupement de traditions plus ou moins reculées et une réunion de vertus privées subsiste cependant encore comme une dernière propriété collective d'où, pour tous les membres d'une même famille porteurs du nom, un intérêt primordial à la protection de ce nom.

Attendu que cette défense du nom a pour conséquence de permettre à celui qui rapporte la preuve d'une faute commise à son encontre par un tiers d'un préjudice sinon maté-

riel sûrement moral subi de s'adresser à la justice pour obtenir contre l'auteur responsable une condamnation à des dommages-intérêts.

Attendu qu'en cette matière il faut pour qu'il puisse y avoir application de l'article 1382 du Code civil violation d'un droit constitutif de la faute, c'est-à-dire réparation d'un dommage causé par la violation d'une obligation, celle du respect de la propriété du nom d'autrui ».

On voit donc que la jurisprudence est ferme et ne laisse subsister aucun doute quant à la nature du droit du nom ; pourtant on voit apparaître dans les arrêts la préoccupation de l'intérêt moral, d'une famille à ce que son nom ne soit pas usurpé (Civ. 6 mars 1923 D. P. 1923.1.81 note de M. Savatier) car, avant, la propriété du nom dispensait ceux qui défendaient le nom de toute justification d'intérêt qui existait par le seul fait qu'on touchait à leur droit de propriété. Cette préoccupation d'un intérêt moral semble prouver le besoin ressenti par la jurisprudence d'abandonner la vieille théorie du droit de propriété du nom.

Le Conseil d'Etat est beaucoup plus exigeant, car il demande la preuve d'un préjudice causé.

« L'opposition formée par les membres d'une famille à un décret autorisant une personne à ajouter à son nom patronymique le nom de cette famille, à laquelle elle est étrangère ne doit être admise qu'autant que cette autorisation cause préjudice aux opposants ». (Cons. d'Etat 16 juillet 1880, D. P. 1881.3.74 ; 4 déc. 1896 D. P. 98.3.35 ; 24 mai 1901, D. P. 1902.3.99).

En doctrine, si les auteurs sont tous d'accord pour admettre que le nom ne forme pas l'objet d'un droit de propriété, ils sont loin de s'entendre lorsqu'il s'agit de définir la nature du droit au nom.

A la théorie de M. Saleilles¹ qui classe le droit au nom dans une catégorie de biens confondus avec la personne même, et dont il sont l'attribut, on a reproché de n'être qu'une classification, très juste d'ailleurs, mais de ne rien définir².

D'après MM. Planiol et Ripert³ le nom n'est qu'une institution de police civile, il est la forme obligatoire de la désignation des personnes. Cette théorie, qui cadre très bien avec la jurisprudence du Conseil d'Etat, ne considère au fond le nom que comme un numéro matricule apposé par la société sur un individu.

Mais cette théorie semble méconnaître la valeur morale du nom, et puis comment expliquer, dans un pareil système, le droit qu'ont tous les membres d'une même famille de défendre le nom contre les usurpations, même lorsqu'ils ne pourraient justifier d'aucun préjudice, parce que filles mariées ou descendants par les femmes, ils n'en ont pas l'usage ? On ne défend pas un numéro matricule qu'on ne porte même pas ! (Civ. 10 nov. 1902 D. P. 1904.1.85 ; S. 1903.1.505 note de M. Naquet). Une autre théorie de MM. Colin et Capitant⁴ dit que le nom n'est que le signe extérieur distinctif de cet élément de l'état des personnes qui résulte de la filiation, donc l'action par laquelle on défend l'usage du nom à un usurpateur, ou on revendique l'usage pour soi, n'est autre qu'une action d'état.

Cette théorie explique très bien beaucoup des solutions de la jurisprudence, mais cesse d'être vraie au cas d'acquisition de nom par désignation administrative. Et puis

1. Saleilles « Le droit au nom individuel dans le Code civil pour l'Empire d'Allemagne », dans la *Revue critique* 1900, p. 94.

2. Colin, D. P. 1904.1.2 note.

3. Planiol et Ripert, *Traité pratique de droit civil français* av. le concours de M. Savatier, t. 1, v. Nom.

4. Colin et Capitant, *Cours élémentaire de droit civil français*, t. I.

l'état civil n'embrasse pas la notion du nom dans toute sa complexité¹ il n'en est qu'une faible partie.

Enfin une autre théorie des auteurs allemands et italiens Gierke, Fischer, Opet, Ferrare, Fadda et Bensa, Coviello, voit dans le nom un droit de la personnalité, privé, personnel, et absolu; privé en tant que le possesseur a à sa disposition la protection de la loi contre les attaques et les usurpations des tiers; personnel parce que non évaluable en argent et parce que moyen d'individualisation inséparable de la personnalité; et enfin absolu parce que droit qu'on peut faire valoir *erga omnes*.

Cette théorie qui décrit plutôt le droit au nom qu'elle ne le définit, nous semble pourtant se rapprocher le plus de la vraie nature du droit au nom, qu'on n'a pas encore réussi à trouver et pour laquelle il faudrait peut-être, comme certains auteurs l'ont déjà proposé créer une catégorie juridique à part.

LEGISLATIONS ETRANGERES

Droit belge.

En droit belge le nom est considéré comme une qualité attachée à la personne, elle a comme source une utilité sociale et toute personne est tenue avoir un nom². C'est en raison de l'hérédité du nom que son respect est une sorte de religion et qu'il est considéré comme la partie la plus précieuse de l'héritage familial. Le nom par lui-même n'a aucune valeur, mais parce qu'il désigne la personne qui le porte, de là vient tout son prix. Et s'il mérite une protection, c'est parce qu'il désigne une personnalité qui pourrait souffrir moralement ou matériellement d'une usurpation.

1. Philippe Sudre. *Le droit au nom*. Thèse Paris, 1903.

2. Pandectes Belges, v. Nom. n° 22.

Donc le droit au nom consiste dans la faculté qu'a tout individu de s'opposer à ce qu'un autre s'empare de son nom pour le porter et en fasse un usage qui pourrait lui nuire. (Civ. Liège, 2 mars 1895, cité dans Pandectes Belges.)

Composition du nom. — Le nom comprend un nom propre ou patronymique et des prénoms. L'article premier du décret de 6 fructidor an II devenu obligatoire en Belgique le 26 janvier 1797 l'implique formellement.

Droit Italien.

En tant que désignation de la personne, le nom est un attribut de la personnalité et prend même le caractère d'institution de droit public en tant qu'il intéresse l'Etat¹. Le nom civil a deux éléments le *nome*, nom individuel ou prénom et le *cognome*, le nom de famille ou patronymique (Code Civil italien article 131, 185, 210, 374, 378, 383, 387²).

Le pseudonyme, le titre honorifique ou nobiliaire, le surnom, sont des éléments accessoires sans valeur juridique.

Droit Roumain.

En Roumanie. les questions relatives au nom, avant 1895 n'étaient réglées législativement que par des textes isolés. La loi relative au nom, du 18 mars 1895³, réglemente cette matière. Cette loi inspirée dans ses lignes générales de la loi du 11 germinal an XI, contient 26 articles divisés en quatre sections : la première contient des principes généraux, la seconde, traite de l'acquisition du nom par l'effet de la loi, la troisième de l'acquisition du nom par l'autorisation du gouvernement, enfin, la quatrième comprend

1. Ferrara, *Traitato di Diritto civile Italiano*, p. 252.

2. Code civil italien. Collection de Codes civils étrangers, XVIII, Prudhomme.

3. *Moniteur Officiel*, n° 278-1895.

des dispositions transitoires. Différents textes traitent incidemment cette matière (art. 43, cod. civ., déclaration de naissance; art. 312, adoption; art. 78, code de commerce sur les sociétés; art. 134, 135, 136 et 334 code pénal sur le faux nom).

Enfin, la loi sur les actes de l'état civil de 1928 complète la matière. La loi sur le nom de 1895 était inspirée de la loi de l'an XI, nous trouverons les mêmes principes généraux dans les deux législations.

Droit Allemand.

Le nom est considéré, en droit allemand, comme la marque distinctive de l'individu, non seulement comme indication de la famille à laquelle il appartient, mais aussi comme caractéristique de son individualité personnelle. L'usage du nom constitue un élément nécessaire à l'activité individuelle aussi inséparable de la personnalité juridique que le droit à la liberté ou à l'honneur qui ont fini par être admis comme droits absolus de la personne, et protégés sur le terrain pénal et juridique¹, d'une manière analogue à celle admise pour le droit de propriété. La même protection devrait être accordée au droit du nom.

Droit Anglais.

En Angleterre, où la liberté individuelle est de tradition, celle accordée aux particuliers relativement à leur nom est très grande.

Vouloir faire une comparaison entre les règles qui gouvernent le nom en Angleterre et la législation française n'est pas chose aisée, les différences étant fondamentales.

1. Saleilles, « Le droit au nom individuel dans le Cod. civ. pour l'Emp. d'Allemagne », *Revue critique de Législation et de Jurisprudence*, 1900, p. 94 et 96.

Voici, d'après M. Lévy-Ullmann¹, les principales : pas d'uniformité législative comme en France, pas de codifications, rien que des lois éparses sur les droits des affaires, la propriété foncière, etc. Pas de démarcation entre le nouveau et l'ancien droit. Les décisions des cours suprêmes, rapportées dans les *records*, étant la source principale, le droit anglais est éminemment judiciaire. En Angleterre, on peut remplacer sa signature par un signe, comme les gens qui ne savent pas écrire, et cela dans un contrat. Si, dans un acte, le vrai nom d'une personne est employé, le fait que la même personne signe ce même acte d'un nom autre que le sien ne l'annule pas. Et même, s'il y a erreur sur le nom d'une partie dans le contrat, il sera valable si la personne peut être identifiée. D'une manière générale, une personne, sans intentions frauduleuses ou criminelles peut signer un contrat du nom que bon lui semble.

Il n'y a pas de droit de propriété du nom. Le fait de prendre et de porter un nom ne vous crée aucun droit, de sorte qu'on ne peut empêcher les tiers d'en prendre un pareil². Avec une telle liberté, la seule certitude qu'on puisse avoir est celle se basant sur la connaissance personnelle de sorte que le surnom prend, dans ce système, un rôle très important. Le nom et prénom adoptés par une personne et sous lesquels elle est connue par ses amis et connaissances deviennent son vrai³ nom³.

On admet qu'une simple voyelle puisse former un nom, mais on ne l'admet pas pour une consonne qui ne pourrait être prononcée seule⁴.

1. Lévy-Ullmann, *Introduction générale à l'étude des sciences juridiques* 1928, p. 37 et s.

2. *English and Empire Digest*, t. 35, p. 702 et s.

3. Halsbury, *The laws of England*, v. Name, t. 21, p. 350.

4. *Eng. and Emp. dig.*, t. 35 p. 701, § 1.

Ancienne Russie et Droit soviétique.

Suivant un usage séculaire tout Russe de l'un ou de l'autre sexe a un prénom, un nom patronymique qui est formé du prénom de son père, suivi de la finale *ovitch* ou *évitch* pour les fils, *ovna* ou *evna* pour les filles, et un nom de famille. L'enfant légitime prend le nom de son père, la femme, celui de son mari, mais elle n'est pas obligée légalement¹.

En droit soviétique, ni la loi, ni la jurisprudence n'ont érigé le droit au nom en un droit spécial subjectif ni sous la forme d'un droit de propriété, comme l'ancienne doctrine française, ou un droit de la personne, du droit allemand actuel. Il paraît peu probable que les tribunaux accueilleraient une action tendant à l'interdire l'usage du nom par autrui ou à revendiquer le droit de porter son nom². La loi se borne à régler la question du changement de nom et reconnaît aux citoyens et aux citoyennes la faculté de pratiquer ces changements de la manière la plus large. Il est curieux de noter que les dirigeants bolcheviks qui, tous, vivaient sous des noms d'emprunt (Lénine-Oulianow, Trotzky-Bronstein, Staline-Djougachvili) se sont préoccupés de cette question dès le début du régime (Décret du 19 février 1918, S. Ourz, art. 488). Actuellement, la question est réglée par un décret du 14 juin 1924, modifié par un décret du 7 mars 1927 (S. Ourz, 1924 art. 601, 1927, art. 164)³.

Registres d'état civil. — Le code de 1926, modifiant celui de 1918, contient deux articles 142 et 143, sur l'enregistrement des différentes catégories d'actes de l'état-civil,

1. *Répertoire général du droit français*, t. 28, p. 559.

2. Eliachevitch, Tager et Nolde, *Traité de droit civil et commercial des soviets*, Paris 1930, v. t. 1, p. 192.

3. Eliachevitch, Tager et Nolde, *op. cit.*, t. 1, p. 192.

autres que ceux des naissances, divorces et décès¹. L'article 142 édicte un délai de deux semaines pour la communication aux organes de l'enregistrement et l'inscription sur les registres de l'état-civil des décisions et jugements des organes compétents sur les adoptions, changements de noms, etc. L'article 143 attribue la compétence en matière d'enregistrement de changements de noms aux sous-sections gouvernementales et aux sections de districts pour l'enregistrement des actes de l'état civil.

Section II. — Acquisition du nom patronymique

§ 1. *Filiation légitime.*

L'enfant légitime prend le nom de son père, le Code civil ne le dit même pas expressément, et par là, il ne fait que confirmer un usage très ancien, mais il touche indirectement la question dans l'article 57 du Code civil, qui ordonne d'attribuer des prénoms à l'enfant dans son acte de naissance, le nom étant évidemment celui du père. Dans l'article 321 du Code civil, il dit que l'usage du nom du père est pour l'enfant légitime un élément de la possession d'état.

L'enfant n'a pas droit à l'usage du nom de sa mère comme patronymique, mais il le porte quelquefois indirectement, lorsque son père l'aurait joint au sien.

LEGISLATIONS ETRANGERES.

Droit belge.

L'enfant légitime prend le nom de son père. Le fait que le législateur dans l'article 37 du Code civil exige l'inscription dans l'acte de naissance des prénoms et noms des

1. *Die Zivilgesetze Der gegenwart* Band VI, 1927.

parents et seulement des prénoms du nouveau-né est la consécration consciente du principe de la transmission du nom patronymique du père à l'enfant. La cour d'appel de Bruxelles et la Cour de cassation belge ont proclamé que le nom que doit s'attribuer l'enfant est celui que son acte de naissance attribue à son père : « L'indication spéciale et distincte du nom de l'enfant après ses prénoms étant superflue, est sans valeur légale. » (Appel, Bruxelles, 10 janv. 1900 Pand. pér. 1901, n° 490; Cass. 6 déc. 1900, Pand. pér. 1901 n° 829)¹. Ainsi, il a été jugé que l'enfant conçu pendant le mariage ayant pour père le mari, a qualité pour agir comme enfant légitime du mari, en prenant le nom de ce dernier, alors même que son acte de naissance ne lui donnerait que le nom de sa mère (Civ. Bruxelles, 2 déc. 1867, B.J. XXVI, 1868, p. 155; Pandectes Belges. V. Acte de naissance, n° 94).

Et lorsque la mère est mariée, l'omission du nom du père dans l'acte de naissance n'enlèverait pas à l'enfant son état de légitimité. Par suite de la présomption de paternité qui dérive du mariage, il suffira de rapprocher de l'acte de naissance de l'enfant, l'acte de mariage de sa mère pour établir qui est le père légitime².

Droit italien.

Le *cognome*, ou nom patronymique, s'acquiert de deux manières; par un fait ou un acte constitutif ou reconnaissant d'un rapport de famille ou par un acte de concession émanant de l'autorité publique.

Le fils légitime acquiert lors de sa naissance le nom de

1. V. aussi Armand Hanotiau, *Revue de droit belge*, 1911-1920, p. 161. De l'orthographe du nom patronymique.

2. Pandectes belges. V. Acte de naissance, n° 91.

son père *jure sanguinis*, et non par hérédité *jure hereditatis*¹ (arg. art. 374 Cod. civ. ital.). De même pour un enfant né d'un mariage putatif, même si un seul de ses parents était de bonne foi (art. 116 Code civ. ital.). Pour l'enfant légitimé, l'acquisition du nom se produit au moment de la légitimation (art. 197 et 201 Code civ. ital.). Le fait qu'un individu a toujours porté le nom patronymique du père qu'il s'attribue est considéré par la loi comme l'un des principaux faits d'où résulte la possession d'état d'enfant légitime (art. 172 C. civ. ital.).

Droit Roumain

Les enfants légitimes et les enfants légitimés par mariage subséquent porteront le nom de leur père (art. 4, loi du 18 mars 1895). L'article 4 fait partie de la seconde section qui traite de l'acquisition du nom par l'effet de la loi, donc c'est une acquisition *lege*. L'article 34 du Code civil roumain, dit que l'acte de naissance contiendra le prénom qu'on donnera à l'enfant au baptême, le nom du père et de la mère.

Droit Espagnol.

Le Code civil espagnol (de 1888-1889) dans son article 114, alinéa 1, décide, en confirmant un usage séculaire, que le nom de famille, *apellido*, de l'enfant sera formé par le nom du père relié à celui de la mère par la conjonction *y*.

Droit Allemand.

L'enfant légitime porte le nom de famille de son père (art. 1616 C. civ. All.) C'est pour lui un droit et une obligation.

3. Ferrara, *op. cit.*, p. 563.

Droit Anglais.

Depuis le ^{xv}^e siècle jusqu'au ^{xix}^e, la première loi générale étant de 1538, l'inscription des naissances comme celle des mariages et décès appartenait à l'Eglise. En 1833, fut créé le corps de *registrars*, sorte de fonctionnaires spéciaux dont le pouvoir se limitait à un district. Ce n'est qu'en 1874, par l'acte du 7 août sur l'inscription des naissances et des décès, qui, rendant ces déclarations obligatoires sous peine d'amende de 40 shillings, que l'état civil des personnes commença à être établi d'une façon convenable. Tout enfant né viable, sera déclaré au *registrar* dans un délai de 42 jours à dater de sa naissance; la déclaration sera faite par le père et la mère de l'enfant et, à leur défaut, par le maître de la maison *occuper* dans laquelle l'enfant est né, par toute personne présente à la naissance ou ayant charge de l'enfant. On donnera à l'enfant le nom du père¹ (arg. *a contrario*, art. 7 de la loi). La liberté de choisir les prénoms est absolue (sauf pour les catholiques). Clunet² en cite d'extraordinaires : « Petersburg », « Sardine Box », « Red Herring ». Pendant la guerre sud-africaine, on donna des noms comme « Mafeking », « Ladysmith », « Johannesburg » et d'autres, tout aussi ridicules.

Ancienne Russie, droit soviétique.

Dans l'ancienne Russie, l'enfant prenait le nom de son père. *En droit soviétique*, qui reconnaît les liens maternels de la parenté du sang, mais répudie tout ce qui constitue la famille et sa perpétuation en tant que groupe juridique

1. *Annuaire de légis. étrangère* 1874, p. 50; Curti, *Droit civil et commercial anglais*, Paris 1928.

2. *Journal de dr. international privé*, 1913, p. 356.

et social, la femme a le même droit que son mari de choisir un nom à l'enfant. (Art. 34 du Code de famille¹).

Si les parents portent un nom de famille commun, ce nom sera aussi celui de l'enfant. Si les parents ont des noms différents, le nom de l'enfant sera établi par accord entre les deux parents. Au cas de désaccord, le nom sera fixé par l'organe de la tutelle et de la curatelle².

§ 2. *Filiation naturelle.*

a) L'enfant naturel légalement reconnu prend le nom de l'auteur de la reconnaissance. En effet, celui-ci ayant la puissance paternelle, il est juste et naturel que l'enfant porte son nom. L'article 383 du Code civil, modifié par la loi du 2-4 juillet 1907, attribue la puissance paternelle à celui du père ou de la mère qui l'aura reconnu le premier, et au cas de reconnaissance simultanée au père seul; mais le même article, dans son second alinéa, confère au tribunal le pouvoir d'apprécier les circonstances de fait et d'attribuer la puissance paternelle à celui des parents qui n'en est pas investi par la loi.

La jurisprudence décide que l'enfant prend le nom du parent qui l'aura reconnu (Circulaire du Ministre de la Justice du 22 octobre 1926, D. 1927.4.32) ou de celui qui l'aura reconnu le premier (Dijon, 6 juin 1911; S.1912.2.137).

Au cas de reconnaissance simultanée par le père et la mère, l'enfant a le droit de porter le nom du père (Req. 7. déc. 1909, D.1910.1.48; S. 1912.1.245; Trib civ. de Gray, 22 juillet 1908 D. P. 1911.2.3).

Pourtant, au cas de reconnaissance non simultanée,

1. Eliachevitch, *op. cit.*, t. III, p. 389 et s.

2. Code des lois sur le mariage art. 34 dans : *Les codes de la Russie soviétique*, t. III, Paris 1929.

la majorité des auteurs (V. D. P. 1910. 2.3 note; en ce sens aussi Trib. civ. de Mascara, 10 janv. 1906. D. 1906.2.244) attribuent à l'enfant le nom du père, même si sa reconnaissance est postérieure.

On invoque en ce sens différents arguments. La filiation naturelle étant assimilée quant aux effets, sauf de rares exceptions, à la filiation légitime dont le principal est de conférer à l'enfant le nom du père, il n'y a pas de raison pour ne pas procéder autant pour l'enfant naturel.

On tire un autre argument de la loi du 2 juillet 1907 qui, au cas de reconnaissance simultanée, attribue la puissance paternelle au père seul, en tant que chef de la famille; mais la même loi fournit un argument contre cette théorie en attribuant la puissance paternelle à la mère au cas où celle-ci aura reconnu l'enfant avant le père.

On tira un autre argument du texte¹ de la loi du 22 juillet 1922 qui, dans son second article, ordonne que l'extrait de naissance et les actes de l'état-civil ne doivent porter aucune trace de la filiation naturelle du titulaire.

Enfin, on invoque des arguments pratiques; le fait, pour l'enfant, de porter le nom de sa mère quoique reconnu par ses deux parents, serait révélateur de sa naissance irrégulière; puis au cas de légitimation postérieure par son père, il doit changer de nom². Nous pensons qu'il faut se rallier à ce dernier système, qui présente des avantages pratiques incontestables.

1. Colin et Capitant, *op. cit.*, p. 356.

2. Planiol et Ripert, *Traité pratique*, t. I, n° 99; Hamel, *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1927, p. 119.

LEGISLATIONS ETRANGERES

Droit Belge

L'enfant naturel a le droit de porter le nom de celui des père et mère qui l'aura reconnu¹. En cas de reconnaissance successive, celui qui l'a reconnu en dernier ne peut pas le dépouiller du droit de porter le nom de l'auteur de la première reconnaissance, parce qu'il a été jugé que l'on ne peut admettre l'assimilation entre la filiation légitime et naturelle au point de vue du nom. Et, si un enfant reconnu par sa mère établit sa filiation paternelle, il portera le nom de son père adjoint à celui de sa mère et après celui-ci (Tournai, 7 juin 1909. Pas. 1909.3.404). « La mère naturelle n'est pas recevable à défaut d'intérêt à conclure à ce que le mineur doive désormais porter son nom à l'exclusion de celui de son père naturel sous lequel il est connu. » (Trib. Bruxelles, 9 mai 1906. J. D. 1906.1909; P. P. 1906, 1151).

En cas de reconnaissance simultanée, l'enfant prendra le nom de ses père et mère². Mais si la reconnaissance faite au profit d'un enfant naturel lui donne le droit de porter le nom de celui qui l'a faite, elle ne fait pas naître pour lui l'obligation de porter ce nom.

Le tribunal de Bruxelles, dans un arrêt du 23 avril 1892 (Pas. pag. 285, rapporté dans P. B. Filiation naturelle, n° 22), lui trouve le droit de refuser de porter ce nom dans l'article premier du décret du 6 fructidor, an II. Le père, qui a reconnu ses enfants naturels, n'a pas le droit, en ce qui concerne le nom, de modifier la situation légale créée par la reconnaissance, mais il peut décider, si leur intérêt

1. *Pandectes belges. Filiation naturelle* n° 20 et s. *Répertoire de la jurisprudence belge*, n° 1900, 1910. V. *Paternité et filiation*, n° 38.

2. *Pandectes belges. V. Enfant naturel*, n° 198.

l'exige, qu'ils seront désignés dans une école sous le nom de leur mère (Arg. tiré de la loi française du 2 juillet 1907¹).

Droit italien.

L'enfant naturel prend le nom du parent qui l'a reconnu. En cas de reconnaissance simultanée ou successive par ses père et mère, il prend le nom du père (art. 185, C. civ. it.) Si la mère seule le reconnaît, elle lui donne son nom de jeune fille.

La déclaration de paternité ou de maternité en justice, produit le même effet quant au nom (art. 189, C. civ. it.), quoiqu'elle ne donne à l'enfant que le droit à des aliments (art. 193 C. civ. it.).

La reconnaissance volontaire ou forcée a un effet déclaratif², et l'enfant perd le nom provisoire qu'il portait avant. L'acquisition du nom tombe si la reconnaissance ou la légitimation est déclarée nulle.

L'enfant prend le nom du père au cas de mariage subséquent (art. 197, C. civ. it.).

Droit Roumain.

La recherche de la paternité étant interdite en droit roumain (art. 307 C. civ.), l'enfant naturel ne pourra prendre le nom de son père. La jurisprudence le permet pourtant, si le père, par écrit, se reconnaît comme tel (Cour d'appel de Bucarest, *Le Droit*, 1900, p. 592). La recherche de la maternité étant permise (art. 308 C. civ.), l'enfant légalement reconnu prendra le nom de sa mère. En cas de reconnaissance simultanée, le cas est possible, s'il y a un mariage subséquent (art. 304, C. civ.; art. 58 et 62 loi sur

1. *Répertoire de jurisprudence belge* 1900-1910, v. Puissance paternelle, n° 28.

2. Ferrara, *op. cit.*, p. 564.

les actes de l'état civil de 1928), l'enfant prend le nom du père.

Droit Espagnol.

L'enfant naturel reconnu porte le nom de celui qui l'a reconnu. L'enfant légitimé par concession royale porte le nom de famille du père ou de la mère qui a sollicité la concession (art. 122 et 127, al. 1. C. civ. Esp.).

Droit Allemand.

L'enfant naturel porte le nom de sa mère. Si, par suite de mariage, elle a changé de nom, celui qu'elle portait avant le dit mariage. Le mari de la mère peut, par une déclaration devant l'autorité compétente, donner son nom à l'enfant moyennant le consentement de ce dernier et celui de la mère, donné en la forme authentique (C. civ. all. art. 1706). Il n'est pas indispensable que le mari soit le père de l'enfant. Cette collation de nom n'a pas d'effet juridique, notamment au point de vue successoral ou alimentaire.

Droit Anglais.

L'enfant naturel reçoit le nom de sa mère¹. L'article 7 de la loi du 7 août 1874 dit que nul ne sera tenu de faire la déclaration d'une naissance illégitime, en qualité de père de l'enfant. Le *registrar* n'inscrira le nom du père, à moins que la mère et la personne se reconnaissant le père ne le requièrent formellement, auquel cas le père et la mère signeront ensemble le registre.

1. Halsbury, *The Laws of England*, t. 11, p. 699, note a. *Annuaire de légis. Etrangère*, 1874, p. 50.

Ancienne Russie.

L'enfant naturel n'a aucun droit, dans la classe de la noblesse, au nom de son père. Il prend le nom de ceux qui l'élèvent jugent à propos de lui donner, la reconnaissance volontaire ou forcée étant interdite. Dans les autres classes, l'enfant naturel peut être non reconnu, mais adopté par son père, s'il est adopté par sa mère il suit sa condition. La loi du 12 mars 1891 autorise la légitimation par mariage subséquent¹.

b) *Enfant naturel non reconnu.*

Sa filiation ne pouvant résulter, ni de la possession d'état ni de l'acte de naissance, la jurisprudence et les auteurs admettent que l'enfant a droit au nom patronymique de sa mère lorsque son acte de naissance indique le nom de celle-ci (Circulaire de Ministre de la Justice du 22 octobre 1926, D. 1927.4.32; Limoges. 2 août 1907 D. P. 1908.2.12). En effet, l'acte de naissance ne prouve, d'après une jurisprudence constante depuis 1853 (Cass. 1^{er} juin 1853, D. P. 1853.1.174; Civ. 1^{er} oct. 1869, D. P. 70.1.97), que l'accouchement.

L'officier de l'état civil doit donner à l'enfant le nom de la mère, mais l'identité de l'enfant n'étant pas prouvée, la famille de la mère se trouve dans l'impossibilité de confirmer que le nom donné par l'officier de l'état civil a été donné à tort et doit être rectifié (Civ. 6 mars 1923, D. P. 1923.1.81, note de M. Savatier).

On a soutenu que ce cas constituerait une attribution administrative de nom qui en espèce ne peut résulter de la filiation². Nous pensons que, seulement si l'acte de nais-

1. *Répertoire général du droit français*, t. 28, p. 559.

2. Planiol et Ripert, *Traité pratique*, n° 100.

sance n'indique pas le nom de la mère, on se trouve dans un cas de désignation administrative, comme pour les enfants trouvés auxquels l'officier de l'état civil attribue une série de prénoms dont le dernier leur sert de nom patronymique (Circulaire du ministre de la Justice du 22 oct. 1926 précitée).

Si l'enfant vient à être reconnu ou légitimé, il conserve ses prénoms et le dernier qui, jusqu'alors, servait de nom patronymique devient prénom et ainsi il ne reste aucune trace de sa filiation naturelle (Trib. civ. du Mans, 6 février 1926, *La Loi* du 4 juin 1926).

LEGISLATIONS ETRANGERES

Droit belge.

L'enfant naturel, né de père et de mère non déclarés a pour nom l'un des prénoms qui lui sont donnés par celui qui déclare sa naissance. Il n'appartient pas à l'officier d'état civil de lui donner un nom¹. Il n'existe aucun lien entre l'enfant non reconnu et ses père et mère², dès lors il ne peut acquérir ni le nom de son père ni celui de sa mère et quoique une jurisprudence compacte consacrée par un vote de chambres législatives ait décidé que le nom de la mère doit être déclaré par les personnes qui sont tenues de faire la déclaration de naissance³, cette mention ne prouve pas par elle-même la filiation et dès lors elle ne donne pas droit à l'enfant de porter le nom de sa mère⁴.

Dans la pratique, puisque le nom de la mère n'est pas

1. *Rép. de la jurisprudence belge*, 1900-1910, v. Etat civil, n° 19.

2. *Pandectes belges*, v. Enfant naturel, n° 202

3. *Pandectes belges*, v. Acte de naissance, n° 104.

4. *Pandectes belges*, v. Nom, n° 142.

indiqué, ni les déclarants ni l'officier de l'état civil ne choisiront un nom à l'enfant et ils se contenteront de lui donner des prénoms. Il ne sera connu que par ces prénoms et il ne pourra se dénommer autrement. Mais l'un de ces prénoms, le dernier de préférence servira de nom patronymique, et sera transmissible aux descendants¹.

Droit italien

En déclarant la naissance d'un enfant illégitime on ne peut annoncer que les prénoms et noms de l'auteur ou des auteurs de l'enfant qui font la déclaration. Lorsque la déclaration est faite par d'autres que le père et la mère il n'est fait mention que des prénoms et nom de la mère et encore sous la condition expresse que le consentement de la mère à la déclaration soit procuré par un acte authentique (article 376 C. civ. it.).

Droit roumain

L'enfant naturel non reconnu portera le nom de sa mère².

Droit anglais

Voir supra § 2 Filiation naturelle.

c) Enfants adultérins et incestueux.

Pour ces enfants la recherche de la paternité et de la maternité étant interdite (article 335 et 342 du code civil) leur filiation ne peut pas être légalement établie, et ils n'ont pas droit au nom de leurs auteurs sauf, dit l'article 335, pour les cas prévus par l'article 331 qui, permettant la preuve de la filiation adultérine, leur donne aussi droit au nom

1. *Pandectes belges*, v. Nom., n° 145.

2. Alexandresco. *Le Droit*, n° 42, an. 1905, p. 334.

(Civ. 6 mars 1923 D. P. 1923.1.81. note de M. Savatier; S. 1924.1.177, note de M. Perreau).

Un acte de reconnaissance qui par lui-même ne dévoilerait pas l'adultérinité ou l'inceste confère à l'enfant le nom de son auteur¹, en tant que descendant naturel simple.

Au cas de désaveu de la part du père, la jurisprudence déclare que l'enfant n'a pas droit au nom du père mais doit prendre le nom de la mère à l'égard de laquelle il reste comme un enfant naturel reconnu (Paris 9 mai 1894, D. P. 1895. 2. 272).

LEGISLATIONS ETRANGERES.

Droit belge

L'enfant naturel adultérin ou incestueux n'a pas le droit de porter le nom de ses père et mère, car la reconnaissance étant interdite, elle est nulle et de nul effet (Civ. Gand. 26 mars 1873, Pas. p. 124)². Mais si l'adultérinité est légalement établie l'enfant aura droit au nom du père ou de la mère vis-à-vis duquel sa filiation est prouvée, et l'autorisation de substituer au nom de sa mère le nom de son père, qu'il a d'ailleurs constamment porté, a été accordée à l'enfant naturel légalement adultérin, dont le père est engagé dans les liens d'un mariage simulé et non encore annulé³.

Si l'adultérinité remonte à une époque assez lointaine pour que vraisemblablement le nom du père puisse encore relever la naissance irrégulière de l'enfant le gouvernement peut autoriser l'enfant à prendre et porter ce nom.

Le nom des père et mère d'un enfant présenté à l'offi-

1. Perreau, *op. cit.*, p. 218.

2. *Pandectes belges*, v. Enfant adultérin, n° 24.

3. *Pandectes belges*, v. Nom, n° 279.

cier de l'état civil comme né d'un mariage annulable pour inceste doit être mis dans l'acte de naissance, car l'enfant est légitime tant que le mariage n'est pas annulé et il est même possible qu'il conserve cette qualité¹.

Enfant posthume. S'il est né dans les 300 jours qui suivent le décès du père, étant légitime (article 312 code civ. et suivants) le nom du père devra être indiqué dans l'acte avec mention que l'enfant est posthume; s'il est né après les 300 jours on inscrira seulement le nom de la mère².

d) *Enfants trouvés.*

« L'intérêt de la société commande impérieusement que l'existence de tout enfant soit constatée sur les registres de l'état civil, et que tout individu puisse justifier par la production d'un extrait de ces registres du droit au nom qu'il porte » (Paris 3 nov, 1927. D. P. 1930. 2. 25 note de M. Savatier). Mais qui donnera un nom à l'enfant trouvé ou à l'enfant naturel non reconnu? La loi du 20 septembre 1792 ordonnait à l'officier de l'état civil de donner un nom à l'enfant au moment de la transcription sur les registres du procès-verbal de sa découverte³.

Le code civil dans l'article 58 maintient cette règle, mais ne parle que des enfants nouveau-nés; une circulaire du garde des Sceaux du 31 décembre 1905 (Bulletin officiel du Ministère de la Justice 1905) tend à faire appliquer les dispositions de l'article 58 par raison d'analogie, aussi bien aux enfants nés de parents inconnus, qu'aux enfants trouvés. Toutes ces dispositions concernent les enfants nouveau-nés, c'est-à-dire, d'après les auteurs, dans le premier mois de leur existence.

1. *Pandectes belges*, v. Acte de naissance, n° 97.

2. *Pandectes belges*, v. Acte de naissance, n° 108.

3. Perreau, *op. cit.*, p. 268.

Lorsqu'il s'agit d'une personne plus âgée qui se trouve sans état civil, la jurisprudence (Civ. 14 juin 1858 D. P. 58. 1. 127, Paris 3 nov. 1927 précité) remplace l'acte de naissance introuvable ou inexistant par un jugement transcrit sur les registres de l'état civil, et qui joue le même rôle que le procès-verbal de découverte d'un enfant trouvé.

L'autorité judiciaire en attribuant un nom de son choix s'arroge là une prérogative de l'autorité administrative¹. Quel sera le nom attribué à l'enfant? Dans l'ancienne France on représentait les enfants trouvés à l'Eglise qui, en les baptisant, leur donnait plusieurs prénoms dont le dernier leur servait de nom patronymique².

Ce système maintenu après le code civil a paru injuste et une circulaire du 30 juin 1812, limite expressément les pouvoirs de l'officier de l'état civil, le nom choisi ne pouvant être celui d'une famille existante, ne pouvant être tel qu'il prête au ridicule en ce qu'il rappelle à l'enfant ou révèle au tiers l'irrégularité de sa naissance. Une décision du tribunal de Pontivy du 5 mars 1902 (S. 03.2. 217; D. P. 03. 2.414) ordonne la radiation sur les registres de naissances des noms « Dukdelespasse » et « Delabicyclette », dont un maire imaginaire avait fait cadeau à deux enfants trouvés.

Ce procédé de formation du nom patronymique par le dernier des prénoms attribués à l'enfant semble être maintenu dans une circulaire du ministre de la Justice du 22 juillet 1922 (D. P. 1923.4.4) mais cette circulaire est en contradiction avec une autre datant de 1905 qui prescrit aux officiers de l'état civil de donner aux enfants trouvés ou nés de parents inconnus un nom patronymique qui ne sera pas susceptible d'être confondu avec un prénom, et un ou

1. Ed. Lévy, Note à la *Semaine juridique*, 1928, p. 1206.

2. Perreau, *op. cit.*, p. 267.

plusieurs prénoms; dans le même sens, circulaire du préfet de la Seine du 24 décembre 1926 (*La loi* du 4 février 1927).

Au cas où l'enfant serait victime d'une dénomination ridicule on a soutenu qu'il appartenait au Conseil d'Etat de modifier son nom, mais une autre opinion qui tend de prévaloir donne à l'enfant ou à ses représentants le droit de s'adresser aux tribunaux judiciaires pour obtenir une rectification du nom mal choisi¹.

LEGISLATIONS ETRANGERES

Droit belge

Une circulaire du 30 juin 1812 émanant du comte de Montalibet, alors ministre de l'Intérieur, donne aux officiers de l'état civil des recommandations pratiques qui ont été en partie rappelées par une circulaire du ministre de la justice du 10 septembre 1872, car c'est l'officier de l'état civil qui donne lui-même des prénoms à l'enfant et c'est l'un de ces prénoms qui devient son nom patronymique² dans la limite de l'article premier de la loi du 11-21 germinal an XI. Et la jurisprudence décide que, bien que la circulaire ministérielle susnommée du 30 juin 1812 prescrive que, des prénoms donnés à un enfant trouvé, le second devienne son nom patronymique, si un enfant trouvé reçoit deux noms, dont un seul peut légalement être pris comme prénom, c'est l'autre nécessairement qui devient son nom patronymique³.

Le nom attribué à l'enfant trouvé peut être une autre appellation qu'un prénom et être choisi dans les circons-

1. Savatier. *Note sous Paris*, 3 nov. 1927, précité.

2. Code civil, art. 58. *Pandectes belges*, v. Nom, n° 396.

3. *Pandectes belges*, v. Nom, n° 147.

tances relatives à l'abandon ou à l'exposition de l'enfant. A ce titre un grand nombre de noms propres nouveaux se sont créés par suite de l'abandon d'enfants¹. Si l'enfant est présenté à l'officier de l'état civil par l'administration d'un hospice, celle-ci aura le droit de choisir les noms de l'enfant qui sera désormais confié à sa tutelle².

Droit Italien.

Enfant trouvé, abandonné ou de père et mère inconnus (article 377 c. civ. it. et article 58 Ord. St. civ.)

Aux enfants trouvés, « bambino », c'est l'officier d'état civil qui donne un nom et un prénom dans le procès-verbal qu'il dresse lors de la présentation.

Quand un enfant est accueilli dans un hospice, c'est la direction qui dans une déclaration écrite faite à l'officier d'état civil, indique aussi les noms et les prénoms donnés à l'enfant. Dans les deux cas, les noms et les prénoms choisis ne doivent pas être ridicules ou laisser suspecter l'origine de l'enfant. Il est défendu, également, de donner des noms de famille existantes, d'employer des noms comme prénoms, ou des noms de ville comme patronymiques. (article 58 ord. Stat. civ.) L'attribution ainsi faite n'est que provisoire. Le vrai nom de l'enfant remplace le nom donné, au cas de reconnaissance volontaire ou forcée.

Droit Roumain.

Les enfants nés de parents inconnus seront inscrits par l'officier d'état civil sous deux prénoms dont le dernier leur servira de nom patronymique (article 6 loi du 18 mars

1. *Pandectes belges*, v. Nom, n° 147.

2. *Pandectes belges*, v. Acte de naissance, n° 132 et s.

1895; article 74 al. III règlement de la loi sur les Actes de l'Etat civil de 1928; article 44 c. civ.).

§ 3. *Adoption.*

Après la loi du 19 juin 1923 dont l'objet général a été un élargissement de l'institution de l'adoption, en facilitant les conditions générales et de forme, et, notamment, en permettant l'adoption des mineurs, en supprimant la double homologation, et la tutelle officieuse de l'adoption testamentaire etc. elle devient de plus en plus fréquente et présente une importance spéciale en notre matière. L'article 351 c. civ. nouveau confère à l'adopté le nom de l'adoptant, nom qu'il ajoute au sien, mais en cas d'homonymie, l'adopté garde évidemment son nom seul.

Si l'adoptant est une femme, l'adopté prend le nom de jeune fille de celle-ci même si c'est une veuve qui par conséquent a le droit de porter le nom de son mari (loi de 1923).

Si une personne est adoptée en même temps par deux époux elle ajoute à son nom leurs deux noms respectifs et ainsi son nom sera composé de trois noms.

L'adopté peut-il porter seulement le nom de l'adoptant en abandonnant le sien?

La jurisprudence est catégorique là-dessus.

« La règle d'après laquelle l'adopté joint à son nom celui de l'adoptant est impérative; l'adopté ne peut être désigné simplement par le nom de l'adoptant ». (Trib. civ. de Gap, 20 janvier 1925, D. P. 1926. 2. 129, note de M. Rouast).

Cependant à cette règle il y a deux exceptions. La première c'est le cas, vu plus haut, où l'adoptant et l'adopté ont le même nom, la seconde c'est le cas où l'adopté serait un enfant naturel non reconnu, car dans ce cas l'article 351,

deuxième alinéa, laisse aux parties la liberté de donner par l'acte d'adoption le nom de l'adoptant à l'adopté, tout simplement, et cela pour effacer l'origine illégitime de l'enfant que son nom, s'il avait été maintenu, aurait pu dévoiler.

La parenté créée par l'adoption étend ses effets aux enfants légitimes de l'adopté (article 353 du code civil) qui devront donc modifier leur nom, mais on admet la même règle même pour les enfants nés avant l'adoption et pour les enfants naturels¹. Cette modification du nom n'est pas obligatoire pour les enfants de l'adopté, déjà majeurs à l'époque de l'adoption de leur père, car le jugement d'adoption ne touchant pas à la véritable filiation de l'adopté, la modification de son état civil est artificielle².

LEGISLATIONS ETRANGERES.

Droit belge.

L'adopté joint à son nom patronymique le nom de l'adoptant. L'article 347 c. civ. s'exprimant en termes formels on s'expose au cas de dérogation aux peines prévues pour port de faux nom (art. 231 code pénal).

Si c'est une femme mariée qui adopte, c'est son nom de jeune fille qu'elle confère à l'adopté et lorsque ce sont des époux qui adoptent simultanément, le nom du mari seulement passe à l'adopté, mais s'ils adoptent successivement, l'adopté aura trois noms : celui du mari, le nom de jeune fille de la femme et le sien.

L'addition de nom profite aux enfants nés à l'époque de l'adoption de leur père. Pour les enfants nés postérieu-

1 et 2. Rouast, note sous D. P. 1926.2.129, précité.

rement il y a controverse. Au cas d'identité de nom entre l'adoptant et l'adopté celui-ci n'ajoute plus rien à son nom¹.

Droit italien

L'adopté joint à son nom le nom de l'adoptant (art. 210, C. civ. it.). S'il est adopté par un couple, il prend le nom du mari, mais si la femme mariée l'adopte seule, c'est son nom de jeune fille qu'elle lui donne.

Droit roumain.

L'article 312 C. civ. ordonne à l'adopté d'ajouter à son nom celui de l'adoptant. Ils peuvent toutefois convenir de faire précéder le nom de l'adopté par celui de l'adoptant (art. 312 Code civil.)

La femme divorcée qui adopte un enfant lui donne son nom de jeune fille (art. 209 Code civ.).

Droit espagnol.

L'enfant adoptif a le droit d'ajouter à son propre nom le nom de l'adoptant s'il y est toutefois autorisé par l'acte d'adoption (art. 175 Code civ. exp.).

Droit allemand.

L'enfant adoptif reçoit le nom patronymique de l'adoptant. Celui adopté par une femme mariée prend le nom qu'elle avait avant le mariage. Le droit au nom de l'adoptant est perdu pour l'adopté par la rupture du lien de l'adoption (Code civ. all., art. 1172).

1. *Pandectes belges*, v. Nom.

§ 4. *Mariage.*

L'effet du mariage en ce qui concerne le nom des époux est différent suivant qu'il s'agit du mari ou de la femme, celle-ci prend suivant un usage très ancien le nom du mari, usage qui est devenu obligatoire après la loi du 6 février 1893 qui modifie les articles 299 et 311 du Code civil. En effet l'article 311, alinéa 1, dit : « le jugement qui prononce la séparation de corps ou un jugement postérieur peut interdire à la femme de porter le nom de son mari, ou l'autoriser à ne pas le porter », il résulte clairement de ce texte que la femme avait perdu l'usage de son nom pendant le mariage d'où la nécessité d'un jugement lui permettant de le reprendre.

Puis l'article 299, alinéa 2, dit : « par l'effet du divorce chacun des époux reprend l'usage de son nom ».

Donc la femme ne perd pas le nom patronymique qu'elle tient de son acte de naissance ou qu'elle porte comme jeune fille, elle en perd seulement l'usage pendant son mariage et si celui-ci est dissous par la mort du mari, tant qu'elle ne s'est pas remariée.

La règle de l'article 299, second alinéa, n'est pas d'ordre public, ainsi un mari peut autoriser son ex-épouse à continuer de porter son nom, mais une fois cette permission accordée il ne saurait ensuite le lui interdire.

« Attendu que l'autorisation donnée à la femme de faire usage du nom patronymique du mari n'impliquant pas transmission de ce nom, ne constitue pas une convention sur l'état des personnes, nulle en vertu de l'article 1125 du Code civil. » (Civ. 20 février 1924, D. P. 1924.1.19.)

En effet la veuve n'ayant que l'usage du nom de son mari défunt ne peut conférer en cas d'adoption que son nom de jeune fille (art. 531 nouveau). Quant au mari, il

peut, tout en conservant son nom, y adjoindre celui de sa femme pendant le mariage, et après la dissolution du mariage par la mort de son épouse, jusqu'à un nouveau mariage.

En cas de séparation de corps la femme peut demander qu'il soit interdit au mari de continuer à porter son nom, l'article 311, alinéa 1, à la fin dit : « dans le cas où le mari aurait joint à son nom le nom de sa femme celle-ci pourra également demander qu'il soit interdit au mari de le porter ».

LEGISLATIONS ETRANGÈRES

Droit belge

La loi étant muette quant au nom que la femme doit porter pendant le mariage il y a controverse là-dessus. Les uns disent qu'elle doit prendre le nom de son mari, d'autres qu'elle peut le faire mais seulement pour son commerce, mais l'opinion la plus répandue est que c'est l'usage seul qui régit cette matière, l'usage qui, d'abord dans les familles nobles, fit prendre à l'épouse le nom de son mari, et, l'esprit d'imitation aidant, se généralisa de telle sorte qu'aujourd'hui la femme porte dans les relations mondaines le nom de son mari tout simplement. Mais chaque fois qu'il s'agit des actes de la vie civile elle doit faire emploi de son nom de jeune fille suivi, si elle le veut, du nom de son mari.

La veuve peut, suivant l'usage, continuer à porter le nom de son mari, à la condition de mentionner sa qualité de veuve « madame veuve X »

La femme divorcée, suivant l'opinion dominante, n'a plus le droit de faire usage du nom de son mari et celui-ci peut s'adresser aux tribunaux au cas où celle-ci continue-

rait à porter son nom et il peut même demander des dommages-intérêts au cas où cette usurpation lui porterait préjudice¹.

Le mari ajoute quelquefois à son nom le nom de sa femme, mais ce n'est là qu'un usage contesté duquel nul droit ne saurait résulter.

Droit italien

La femme prend le nom du mari (art. 131 C. civ. it.). Cette acquisition est définitive et ne subit pas d'altération même en cas de séparation causée par la faute de la femme². Le droit de la veuve de porter le nom de son mari est controversé. Elle reste dans la famille du mari et conserve le pouvoir paternel, mais elle joint le nom de son mari à son nom de jeune fille et elle se dit « veuve de... ». Elle peut signer de l'un ou de l'autre nom ou de tous les deux.

Droit roumain.

La femme mariée prend le nom de son époux. Elle le perd en cas de divorce (art. 7, loi de 1895; art. 209, Code civ.).

Droit allemand

La femme prend le nom de son mari (art. 1355, C. civ. all.). C'est une obligation, et le mari peut s'adresser aux tribunaux pour la faire respecter. La femme peut adjoindre son propre nom à celui de son mari ou prendre un pseudonyme, mais le mari peut s'y opposer en tant que chef de la famille. Divorcée la femme a le droit, mais non plus l'obligation de garder le nom de son mari. Si le divorce a été prononcé contre elle, son ex-époux peut le lui interdire (art.

1. *Pandectes belges*, v. Nom, n° 15.

2. Ferrara, *op. cit.*, p. 564.

1557 C. civ. all). Lorsqu'elle cesse de porter le nom de son mari elle reprend son nom de jeune fille. Si elle était veuve lors de son mariage dissous par le divorce elle peut reprendre le nom de son premier mari, si le divorce n'a pas été prononcé contre elle seule, car dans ce cas c'est son nom de jeune fille qu'elle reprend.

Droit anglais

La femme lors du mariage prend le nom de son mari¹, mais elle peut si elle le préfère, garder son nom de jeune fille ou, si c'est une veuve, celui de son premier mari².

Comme ce n'est pas une obligation pour la femme de prendre le nom de son mari, le fait, pour une jeune fille, de changer le nom de son père contre celui de son mari est considéré comme une acquisition de nom *by repute*, donc un véritable surnom³. Le changement de nom est en fait, et non en droit, une conséquence du mariage. Au point de vue nobiliaire, la femme suit la condition de son mari⁴. La femme d'un duc, comte ou baron, sera une *lady* et celle d'un chevalier, une *dame*. Si elle divorce et se remarie à un homme de condition inférieure, elle perd son titre et suit la condition de son mari⁵. En cas de dissolution du mariage la femme peut garder le nom de son mari, même si elle contracte un nouveau mariage⁶.

1. Halsbury, vol. 11, p. 699, note a.

2. *Journal de Droit international privé*, 1901, p. 827. Curti, *Droit civil et commercial anglais*, Paris, 1928.

3. Halsbury, cité *supra*.

4. *English and Empire Digest*, t. 35, p. 705.

5. Contra jurispr. sur l'affaire Earl of Cowley, *Journal de Droit intern. privé*, 1901, p. 827.

6. *Journal de Droit intern. privé*, 1901, p. 827; Curti, *Droit civil et commercial anglais*, Paris, 1928.

§ 5. *Déclaration de l'autorité.*

Dans ce dernier paragraphe nous allons mentionner un dernier mode d'acquisition du nom par déclaration de l'autorité.

Une série de décrets ont réglementé la question du nom des israélites des habitants des territoires annexés sous le premier Empire et des indigènes.

Nous avons déjà exposé l'ensemble de ces dispositions à la fin du premier chapitre. Nous n'y reviendrons pas¹.

Droit belge.

Les questions y relatives ont été traitées dans la paragraphe 2, sous le titre « Enfants trouvés ».

Droit italien

Dans le cas où une personne se trouve sans nom, cas très rare, mais qui arrive pour des Indiens ou autres orientaux, résidant en Italie, l'autorité administrative leur en confère un par décret.

Droit roumain.

Voir *supra* « Enfants trouvés », page 49.

Section III. — Changements des noms et rectifications des noms.

§ 1.

Le changement du nom, très utile parfois, à condition qu'il soit suffisamment porté à la connaissance des tiers, qui pourront, par des oppositions, sauvegarder leurs intérêts, est régi aujourd'hui par la loi du 11 germinal an XI,

1. V. *supra*, p. 21.

complétée par l'arrêté du garde des Sceaux du 25 juin 1828, et les articles 9 et 10 du décret du 8 janvier 1859 confirmant les décisions ministérielles du 26 octobre 1815 et 10 avril 1818¹. Enfin une loi du 2 juillet 1923 occasionnée par la Grande Guerre permet aux successibles de relever le nom du dernier représentant mâle d'une famille mort à l'ennemi sans postérité.

Donc pas de changement de nom possible sinon dans la forme établie par la loi. Pourtant lorsque le cas se présente il n'y a pas de sanction directe et l'article 257 du Code pénal modifié en 1858 ne punit d'une amende que ceux qui cherchent, en changeant ou en modifiant leur nom, à s'attribuer une distinction honorifique.

Si l'on signe d'un autre nom que le sien on est puni des peines de faux. Pour changer de nom on doit procéder par la voie administrative.

« Les autorisations de changement, ou d'addition de nom sont dans le domaine exclusif du chef de l'Etat, elles ne peuvent sous aucun rapport être soumises aux tribunaux (Req. 14 mars 1865, D. P. 66.1.266; 22 décembre 1914, D. P. 1916.1.195).

On adresse au gouvernement une demande motivée et les motifs sont assez variés; soit le désir de quitter un nom déshonoré ou grotesque, soit pour éviter une confusion fréquente ou fâcheuse, soit enfin, pour satisfaire le désir d'un donateur ou testateur qui a donné ou légué, sous condition que le bénéficiaire de la libéralité prenne son nom. Cette demande sera adressée au Gouvernement, par l'intermédiaire du ministre de la Justice, sur feuille de papier timbré et après avoir fait au préalable une publica-

1. Perreau, *op. cit.*, p. 250.

tion dans les journaux d'annonces judiciaires de l'arrondissement du pétitionnaire et à l'*Officiel*; un exemplaire de chaque sera annexé à la demande.

Les demandes insuffisamment motivées ou non accompagnées des publications seront classées sans suite.

Dans un délai de trois mois à partir du jour des publications les personnes qui se considèrent comme lésées par le changement demandé peuvent faire valoir leurs griefs auprès du Garde des Sceaux qui peut tenir compte de l'intervention et la juger suffisante pour rejeter simplement la demande, s'il ne le fait pas, la procédure suit son cours après avis donné au solliciteur, de l'opposition faite (Arr. min., 25 juin 1925, art. 4).

Le solliciteur ne peut pas s'adresser au pouvoir judiciaire pour obtenir la mainlevée de l'opposition car la justice n'a aucune compétence à cet effet (Civ., 9 août 1872, D. P. 72. 1.299).

D'autre part, les parties opposantes dont les oppositions adressées au Garde des Sceaux n'ont pas été prises en considération par ce dernier ne peuvent pas saisir la section du contentieux du Conseil d'Etat tant que la décision du chef de l'Etat n'est pas rendue (Ordonnance du 21 août 1816), quelque graves que soient leurs motifs.

Le dossier sera envoyé au procureur de la République de l'arrondissement du demandeur, pour procéder à une enquête. Le procureur, l'enquête finie, renvoie le dossier, avec son avis, au ministre de la Justice par l'intermédiaire du procureur général.

Le ministre, après un délai de trois mois à compter du jour de la publication, le remet au Conseil d'Etat, section de la justice, de la législation et des affaires étrangères qui donne son avis. L'avis du Conseil d'Etat sera renvoyé

au Garde des Sceaux qui présente, s'il y a lieu, un projet de décret au président de la République (Arr. min. du 25 juin 1828, art. 3).

Il n'y a pas de recours contentieux contre le refus du Conseil d'Etat; on peut toutefois renouveler sa demande.

Dans le cas où l'autorisation sera donnée on insère le décret au *Bulletin des lois* et à partir de cette date commence à courir un délai d'un an après lequel le décret devient exécutoire.

Durant ce délai les tiers intéressés pourront former des oppositions qui empêcheront le décret de devenir exécutoire tant qu'elles ne seront pas vidées.

Le bénéficiaire du décret est libre de garder son ancien nom, le décret n'étant pas obligatoire pour lui; néanmoins s'il entend bénéficier du nouveau nom il doit requérir la mention du décret, par voie de rectification de l'état civil, en marge des actes le concernant.

LEGISLATIONS ETRANGERES.

Droit belge.

La loi fondamentale qui régit cette matière est la loi française du 11-21 germinal, an XI. Ayant le même point de départ nous ne trouverons pas dans les deux systèmes de différences fondamentales, mais de petites différences de détail ainsi qu'une évolution un peu différente de la jurisprudence¹.

En général, il y a changement de nom chaque fois que l'identité du nom est modifiée par la substitution, l'addition ou la soustraction d'un vocable, surnom ou particule.

1. *Pandectes belges*, v. Nom, n° 193 et s.

Pour obtenir une autorisation de changer de nom il faut adresser une demande au roi. Pour pouvoir adresser cette demande il faut être capable, ainsi ne le sont pas l'aliéné et la femme mariée sans l'autorisation de son mari. La demande doit être motivée et les motifs doivent avoir un caractère sérieux, ainsi une demande qui s'appuyait uniquement sur le fait que, à cause de son nom, le requérant avait manqué un mariage avec une comtesse a été repoussé¹.

Mais le gouvernement ayant un pouvoir discrétionnaire pour apprécier le bien fondé de la demande, on a vu accorder une autorisation à quelqu'un qui, n'ayant pas à l'appui de sa demande des motifs sérieux, avait mérité cette faveur par sa bonne conduite. Généralement la demande est rejetée lorsqu'elle a pour objet 1^o l'adjonction d'une particule dans l'intention de donner au nom une apparence de noblesse; 2^o la confusion entre le nouveau nom et celui d'une famille connue; 3^o la concurrence déloyale que faciliterait le changement demandé. La demande adressée au ministre de la Justice subit la même instruction qu'en France² et aboutit à un arrêté royal. Jusqu'en 1839 l'arrêté comprenait un seul article autorisant le changement demandé; en 1839 un second article est ajouté disant que l'arrêté royal ne produira ses effets qu'après une année à compter du jour de son insertion au *Moniteur belge*; en 1841 un troisième article enjoint à l'impétrant de se conformer à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 (remplacé par l'article 12 de la loi du 31 mai 1885) en acquittant le droit d'enregistrement; en 1842 un quatrième article dit que dans le délai de trois mois à partir du jour où l'arrêté royal est devenu exécutoire, l'impétrant doit se pourvoir

1. V. pour plus d'exemples *Pandectes belges*, n^o 278 et s.

2. V. *supra*, p. 58.

devant le tribunal compétent pour faire ordonner que le changement de nom sera porté sur les registres de l'état civil; enfin en 1849 un cinquième article établit qu'après l'expiration d'une année il sera délivré un certificat de non-opposition.

L'arrêté royal qui autorise un changement de nom doit mentionner comme prénoms de l'impétrant ceux qu'exprime son acte de naissance même s'il est connu sous d'autres. Après une année à partir du jour de la publication de l'arrêté dans le *Moniteur belge* une notification sera adressée aux parties et l'arrêté devient obligatoire.

De la rectification de l'acte de naissance en droit belge¹.

Lorsque l'autorisation de changer de nom est devenue définitive, c'est-à-dire après l'écoulement d'une année et sans opposition aucune, l'impétrant doit s'adresser aux tribunaux pour obtenir la rectification de son acte de naissance (art. 6 de la loi du 11-21 germinal, an XI) et si la rectification avait eu lieu plus tôt et qu'une opposition intervenue fut accueillie, les bénéficiaires pourraient demander que le jugement ordonnant la rectification soit annulé et que les actes soient rétablis dans leur état primitif.

Le manque d'opposition se prouve par un certificat délivré par le ministre de la Justice.

Rectification du nom en droit belge.

Il y a lieu à la rectification du nom quand les altérations survenues en entament l'identité, qui dépend non seulement des lettres qui le composent, mais encore de tous les

1. *Pandectes belges*, V. Nom, n° 373.

éléments qui, comme sa séparation en deux mots, etc., forment sa physionomie particulière (Verviers, 15 juin 1907, Pas. 1908 III.290).

On a droit à la rectification de l'acte de naissance chaque fois que l'acte exprime un autre nom que celui qui résulte de la filiation, de même en cas d'erreur ou d'omission.

Sont en droit de demander la rectification : 1^o ceux que l'acte concerne directement; 2^o les descendants pour leur auteur; 3^o les personnes dont le nom a été usurpé. On prouve l'usurpation en montrant l'acte de naissance de son ascendant et si besoin est de plusieurs de ses ascendants, mais on ne saurait prouver son droit en présentant une lettre patente du roi accordant un titre de noblesse, ou un arrêté royal accordant un titre de noblesse.

Lorsqu'il s'agit de rectifier le nom acquis par désignation de l'officier de l'état civil, il faut prouver que le vocable donné n'est pas celui qui a été donné par l'officier¹. Au cas d'adoption il faudra prouver que le nom de l'adoptant n'est pas celui transcrit dans l'acte de l'état civil.

Le Ministère public peut interjeter appel du jugement qui est intervenu sur une demande ayant pour objet de rectifier un nom de famille.

Changement et addition en droit italien.

Cette matière est réglée en Italie par le décret du 15 novembre 1865 sur l'organisation de l'état civil dans les articles 119 à 124².

Celui qui veut changer de nom ou en prendre un additionnel doit adresser au roi, par l'intermédiaire du procu-

1. *Pandectes belges*, v. Nom, n^o 458.

2. *Codici e Leggi usuali d'Italia*, vol. II, p. 3576.

reur général de la Cour d'appel sous la juridiction de la quelle se trouve sa résidence, une demande motivée accompagnée de son acte de naissance et des autres documents justificatifs. Le procureur, après renseignements pris, envoie la demande avec son avis au ministre de la Justice. Celui-ci, s'il croit que la demande mérite d'être prise en considération, autorise le requérant à la publier dans la *Gazzetta Ufficiale del Regno*. De même dans les journaux autorisés du lieu de son domicile d'origine et de sa résidence actuelle. Une copie de la demande devra être affichée à la mairie invitant les intéressés à faire des oppositions dans un délai de quatre mois à partir de la publication. Ce délai passé sans opposition le ministre de la Justice, le Conseil d'Etat entendu, s'il le croit opportun, autorise par un décret royal le changement ou l'addition demandée. Dans ce cas mention du décret sera faite en marge de l'acte de naissance du solliciteur¹.

La concession du nom est un bienfait de l'administration à caractère purement discrétionnaire.

Il a un effet constitutif et autorise le bénéficiaire à porter son nom dorénavant, à l'abri de toute contestation, car le terme de quatre mois, prévu par le décret de 1856 dans son article 122 une fois passé, les tiers sont forclos, les oppositions ayant un caractère préventif.

Les tribunaux peuvent contrôler si le décret royal a été émis dans la forme légale, sinon il doit être révoqué.

La perte du nom provient d'un décret qui, basé sur un acte de reconnaissance ou de légitimation ou sur une autre sentence qui confirme une déclaration de paternité ou de maternité ou sur un désaveu ou contestation d'état,

1. Ferrara, *op. cit.*, p. 569.

confirme l'existence ou la non-existence d'un droit au nom. Le nom illégitime disparaît devant la vraie constatation de la filiation.

Il n'y a pas changement de nom si, à la suite d'une reconnaissance ou légitimation, ou d'une déclaration judiciaire de paternité ou de maternité, on fait disparaître le nom provisoire pour le remplacer par le vrai¹.

L'obligation de changer de nom est nulle, le nom étant intransmissible. Elle est valable toutefois lorsqu'on l'interprète dans le sens de faire les démarches nécessaires pour obtenir un décret autorisant le changement voulu².

Droit roumain.

Le changement de nom fait l'objet de la troisième section de la loi du 18 mars 1895 qui traite de l'acquisition du nom par l'autorisation du gouvernement et comprend en tout dix articles. La loi sur les actes de l'état civil de 1928 traite de cette matière dans ses articles 39, 40 et 41.

Quiconque ayant des motifs sérieux désire changer de nom patronymique ou ajouter un autre nom au sien, adressera une demande motivée au ministre de la Justice (art. 8 de la loi de 1895). Le ministre procédera à une enquête pour vérifier le bien fondé des motifs. Le fait d'avoir porté pendant quelque temps un nom autre que le sien n'est pas un motif sérieux pour prendre définitivement un nouveau nom (Cour d'appel de Bucarest. Jurisprudence générale, 1923, p. 216, n° 552). Le ministre ordonne au procureur du domicile du demandeur de faire des recherches et de consigner dans un procès-verbal le résultat, procès-verbal qui sera gardé au Parquet. Un rapport avec l'avis du pro-

1. et 2. Ferrara, *op. cit.*, p. 568 et 578.

cureur sera adressé au ministre, accompagné d'un formulaire nommé tableau de recherches, qui contient tous les détails relatifs au pétitionnaire. La demande de changer de nom non accompagnée de motifs sera publiée six fois à un mois d'intervalle dans le *Moniteur officiel* et dans trois des journaux les plus répandus de la capitale.

Dans un délai de sept mois à partir de la première publication dans le *Moniteur*, les intéressés peuvent faire opposition (art. 9, loi du 18 mars 1895). L'opposant doit invoquer pour motiver l'opposition un préjudice réel que lui apporterait le changement demandé. L'identité de nom, à l'exception toutefois d'un nom historique, n'est pas un motif suffisant (Cour d'appel de Bucarest, 4 février 1921, Pandectes roumaines 1922, III.29).

Il faut comme première condition de l'admissibilité de l'opposition qu'il y ait identité ou grande ressemblance entre le nom de l'opposant et celui de la personne qui désire changer de nom, mais cette condition n'est pas suffisante et l'opposant doit prouver que ce changement est de nature à lui porter de graves préjudices, par les confusions inévitables qu'il amènerait (Cour d'appel de Bucarest, 30 sept. 1921, Pandectes roumaines, 1922. II.144).

Passé le délai de sept mois à partir de la première publication dans le *Moniteur*, les tiers ne seront plus admis à faire des oppositions. Mais la péremption d'une opposition n'est pas admise, les questions relatives au nom intéressant l'ordre public en tant que question de police civile (Cour d'appel, Bucarest, 13 février 1924, Pand. roum., 1924. II.232). Les oppositions seront envoyées par le Ministère de la Justice (Arg. art. 11, al. II de la loi de 1895) à la Cour d'appel de Bucarest. Les parties seront citées. La décision de la Cour est sans opposition et sans recours. Les

parties peuvent comparaître en personne ou par mandataire ou présenter des mémoires écrits (art. 10, loi de 1895). Si l'une des oppositions est trouvée valable, la demande de changer de nom ou d'en ajouter un sera rejetée. Par contre si les oppositions sont trouvées sans intérêt ou non fondées la demande sera renvoyée au ministre de la Justice, (art. 11, loi de 1895) qui, dans le mois qui suivra le renvoi présentera l'affaire au Conseil des ministres, lequel dans un délai de quinze jours, l'admet ou la rejette (art. 12, loi de 1895). La décision du Conseil n'est pas motivée, elle est définitive et sera publiée dans *le Moniteur Officiel*. Le solliciteur ne pourra renouveler sa demande qu'après l'écoulement de dix ans. Si la demande est admise l'intéressé pourra demander à l'officier de l'état civil la rectification de ses actes, rectification que le dit officier est tenu de faire. A partir du moment de la rectification, le nouveau nom devient obligatoire pour le solliciteur qui ne pourra dorénavant porter son ancien nom (art. 15, loi de 1895).

Rectification des actes de l'état civil

Lorsque l'acte de naissance contient une erreur, par exemple l'omission d'un prénom, on admet la rectification en ajoutant le prénom omis (Cour d'appel de Craiova, 17 janvier 1930, Pand. roum. 1930.II.156). La rectification sera demandée en justice. Elle est en outre admise lorsque l'acte ne contient pas toutes les indications demandées par la loi (art. 43 du C. civ.); lorsqu'il contient des erreurs ou des énonciations prohibées par la loi. (Règlement des actes de l'Etat civil du 6 sept. 1911, art. 63-73. *Moniteur officiel* n° 125 de 1911, Collection Hamangiu, VII p. 513).

Droit anglais

Les changements de nom en Angleterre commencent dès l'enfance. Si un enfant est inscrit sans nom ou si ses parents désirent changer celui sous lequel il a été inscrit, ils n'ont qu'à porter cette modification à la connaissance du *registrar* dans les douze mois qui suivront la naissance (loi du 7 août 1874). Un certificat émanant du Ministre du culte qui a baptisé l'enfant, des parents, ou du parrain est remis au *registrar* qui fait l'addition sans rature, mentionne l'inscription en marge du certificat et le transmet au *registrar general*¹.

Si une personne désire changer de nom, elle n'a qu'à le faire, librement, sans aucune formalité, les lois le permettent si l'acte est fait toutefois sans intention frauduleuse². C'est toujours pour réprimer les intentions frauduleuses que le Comité de la Bourse défendit aux boursiers étrangers de prendre un nom différent de celui qu'ils portaient avant le 4 août 1914 et à ceux qui avaient déjà pris un autre nom de faire figurer dans leur correspondance d'affaires et dans les opérations de bourse leurs deux noms, celui d'origine, et celui d'adoption³.

Donc, liberté presque absolue, la loi met pourtant à la disposition des particuliers certaines formes qui seront surtout employées pour un changement au cas où ce changement serait érigé en conditions *sine qua non* pour la validité d'un testament, ou bien si un avocat désire changer de nom. La première et la plus rarement employée est le chan-

1. *Annuaire de législation étrangère*, 1874, p. 50.

2. Halsbury. *The Laws of England*, v. Name, p. 350, t. 21. *English and Emp. Digest*, p. 703, t. 35.

3. *Journ. de Droit intern. privé*, 1916, p. 1705.

gement de nom par la loi spéciale *Act of Parliament*. Cette voie est prise lorsqu'elle est imposée dans un testament. Un projet de loi sera présenté à la Chambre des Lords à la suite d'une pétition. Quelquefois, la Chambre s'informe auprès des juges pour savoir si une loi est nécessaire pour le cas du pétitionnaire. Cete procédure aboutit à une loi spéciale (*Private act of Parliament*) qui autorise le changement demandé¹.

Le second moyen est la licence royale *Royal licence*. La première licence fut accordée en 1679 au Comte d'Ogle, fils du duc de Newcastle, qui fut autorisé à prendre le nom de Percie. Pour obtenir la licence, on adresse une demande au *College of Arms*. Cette demande motivée et signée du pétitionnaire sera adressée au roi par le Ministre de l'Intérieur qui conseille le roi sur l'affaire. Le roi a un pouvoir discrétionnaire pour décider. S'il accorde le changement demandé, un décret royal sera adressé au *College of Arms* où il sera enregistré et publié dans la *London Gazette*. Une licence royale a comme l'acte du Parlement l'avantage de sanctionner formellement le changement du nom et par là lui donner une certaine notoriété. La licence royale accorde une permission, elle ne provoque pas le changement de nom, elle l'autorise seulement.

Enfin le troisième moyen de changer le nom est par déclaration unilatérale, *deed poll*. Cette déclaration sera enregistrée à la Cour Suprême de Justice et publication en sera faite si le requérant le désire dans la *London Gazette* et dans quelques journaux. Le public sera ainsi averti du changement.

1. Halsbury, v. Name, t. 21, p. 352.

Droit soviétique.

La loi soviétique reconnaît aux citoyens de l'U. R. S. S. le droit de modifier leurs noms. Ce droit a été proclamé par un décret du 14 mars 1918 (S. Ourz 1918 art. 488) modifié par un décret du 27 sept. 1921 (S. Ourz 1921 art. 512). Il est régi actuellement par les décrets du 14 juil. 1924 et 7 mars 1927 (S. Ourz. 1924 art. 601 et 1927 art. 164)¹.

Le fait de donner une grande liberté de changer de nom, cadre très bien avec la logique du système législatif soviétique. L'institution bourgeoise de la famille a été très fortement ébranlée, sinon détruite par les bolchevicks. Ils ne peuvent s'empêcher de reconnaître les liens matériels du sang mais haïssent tout ce qui rappelle l'ancien régime, privilège de famille, patrimoine familial héréditaire².

La procédure à suivre pour changer de nom est régie actuellement par les décrets sus-mentionnés et par deux circulaires du Commissaire de l'Intérieur de 1927³. Tout citoyen majeur de la République est autorisé à changer son nom de famille à la condition que ce changement n'affecte pas les droits des tiers. Une demande motivée sera adressée à l'organe local de l'état civil qui l'a fait publier dans le Journal des Annonces légales et la communique à l'Administrateur du Casier judiciaire et aux organes de la Guépéou (police politique)⁴. La demande pourra être rejetée à la suite d'un avis défavorable de la Guépéou, du Casier judiciaire, des oppositions des tiers ou de par l'insuffisance des motifs. Contre les décisions défavorables des organes locaux de l'état civil, le requérant pourra recourir devant les organes supérieurs et

1. *Das Zivilgesetze der Gegenwart Band VI*, 1927.

2. Eliachevitch, *op. cit.*, t. III, p. 389 et s.

3. Vavine, *Code des lois sur le mariage*, 1927.

le Commissariat de l'Intérieur. Les changements de noms admis et enregistrés seront communiqués dans un délai de trois jours aux organes qui conservent les registres respectifs des actes de naissance et de mariage, pour y faire des mentions marginales respectives¹.

§ 2. *Effets quant aux membres de la famille du solliciteur*

Les enfants majeurs sont libres de profiter ou non du changement obtenu par leur père. Pour les enfants mineurs on admet depuis un avis du Conseil d'Etat du 1^{er} août 1861 qu'ils profitent tacitement du décret rendu en faveur de leur père (Trib. Civ. de Gap, 20 janv. 1925 D. P. 1926.2. 129, note de M. Rouast). Les enfants qui naissent postérieurement au changement de nom le portent tout naturellement, leur père n'en ayant pas d'autre à cette époque.

La femme profite du changement de nom obtenu par son mari et celui-ci au cas où il a ajouté à son nom celui de sa femme profite du changement obtenu par elle pour son nom de jeune fille.

LEGISLATIONS ETRANGERES

Droit belge.

L'autorisation de changer de nom profite aux enfants légitimes qu'aura dans la suite celui qui a obtenu l'autorisation, elle profite aux enfants naturels légalement reconnus.

Les enfants déjà nés au moment de l'obtention de l'autorisation par leur père, profitent aussi, d'après la jurisprudence, parce que de même que le nom, leur père leur transmet

1. Eliachevitch, *op. cit.*, t. III, p. 391.

aussi l'autorisation à lui accordée et donc ils ont droit au nouveau nom¹.

L'autorisation de changer de nom obtenue par le fils, ne profite ni à son père, ni à ses collatéraux.

Droit Roumain.

L'autorisation de changer de nom ou d'en ajouter un obtenue profite à la femme et aux enfants mineurs du solliciteur (art. 16, loi de 1895; loi sur les actes de l'état civil de 1928, art. 10 et 23). Evidemment, les enfants à naître auront le nom de leur père au moment de la naissance (art. 43 C. civ. roum.).

§ 3. Effets à l'égard des tiers. Oppositions.

Dans un délai d'un an à partir du jour de la publication du décret autorisant le changement de nom, les tiers qui ont intérêt à s'opposer à la concession du nouveau nom, soit que cette concession leur porte préjudice, soit que le décret n'ait pas été rendu dans les formes prescrites par la loi, adressent au Garde des Sceaux, une requête sur papier timbré contenant les motifs de leur opposition. L'opposition est portée devant la section du contentieux du Conseil d'Etat, qui est seul juge de sa recevabilité (Civ. 9 août 1872, D.P., 72. I. 299). Le Conseil d'Etat demande pour recevoir l'opposition, la preuve d'un dommage grave (Conseil d'Etat, 18 juil. 1873, D. P. 74 4. 39; 16 juil. 1880 D.P. 81. 3. 74; 4 déc. 1896 D.P. 98. 3. 35; 29 nov. 1907 D.P. 1909 3.71).

Il ne suffit pas d'invoquer un préjudice éventuel (Trib. civ. Châteauroux, 1^{er} mars 1926, D. H. 1926, 230). Le

1. *Pandectes belges* v. noms, n° 390 bis.

Conseil d'Etat néglige les intérêts particuliers et ne prend en considération que l'intérêt général, par exemple, lorsqu'un nom est très répandu il n'y a pas de préjudice de nature à justifier l'opposition (Cons. d'Etat, 24 mai 1851 D. P. 51. 3. 50). Et puis il faut que la confusion provienne du décret lui-même. En conséquence lorsque le décret ne fait que confirmer le droit que le bénéficiaire avait sur son nom, le Conseil d'Etat rejette l'opposition (Cons. d'Etat, 16 août 1860, D. P. 61.3.21).

De même, lorsque le nom patronymique de l'opposant diffère de celui de l'impétrant par des noms additionnels (Cons. d'Etat, 29 fév. 1907, D. P. 1909 3.71), ou par une particule (Cons. d'Etat, 24 mai 1901, D. P. 1902, 3. 99).

Il n'est pas nécessaire, pour les membres d'une famille, de porter personnellement le nom pour avoir le droit de former opposition à un décret autorisant une addition de nom. (Conseil d'Etat, 23 mai 1890 sol. implicite). Même les femmes mariées qui ne portent plus leur nom de jeune fille ont le droit de former opposition au décret qui concède à un tiers le droit de porter ce nom (Cons. d'Etat, 5 déc. 1860. D. P. 61.3.21; 28 mars 1866 D. P. 66.3.49). Si la section du contentieux du Conseil d'Etat juge l'opposition recevable, le décret sera rapporté.

LEGISLATIONS ETRANGERES

Oppositions en droit belge¹

Dans l'année qui suivra la publication de l'autorisation de changer de nom, toute personne intéressée peut faire une opposition par voie de requête adressée au roi. C'est là la différence entre le droit français et le droit belge. Dans

1. *Pandectes belges*, v. Nom, n° 331.

le premier, l'instruction des oppositions étant faite par le Conseil d'Etat sous la forme contentieuse, dans le second l'instruction restant dans le domaine de la juridiction gracieuse¹.

Les intéressés à faire des oppositions sont les possesseurs légitimes du nom accordé, la femme mariée pour son nom de jeune fille, mais pas pour le nom de son mari.

La requête est faite sur papier timbré et doit indiquer les motifs. Par exemple, le nom nobiliaire d'une personne a été concédé à titre de surnom ou bien un intérêt moral ou pécuniaire est en jeu. Il y a atteinte au droit des tiers lorsque le nom concédé a été jusque-là le nom exclusif d'une autre famille. Le délai d'un an, une fois expiré, aucune apposition n'est plus admise (art. 8 de la loi de germinal an XI). Si l'opposition est accueillie, le gouvernement prend un nouvel arrêté royal qui annule le premier et qui sera publié *in extenso* dans le *Moniteur Belge*. Passé le délai d'un an, cet arrêté devient irrévocable.

Droit italien

Les oppositions en droit italien n'ont qu'un caractère préventif² (art. 122 du décret de 1865).

Droit Roumain.

L'autorisation de changer de nom ou d'en ajouter un une fois obtenue est définitive (art. 13, loi du 18 mars 1895) et contre elle, il n'y a pas d'opposition possible. Les seules oppositions admises sont celles faites au cours de la procédure, tendant à rejeter la demande et ont, comme en droit italien, un caractère préventif³.

1. Humblet, cité dans *Pandectes belges*. Nom, n° 348.

2. V. *supra*, p. 64 (changement et add. de nom).

3. V. *supra*, p. 66 (changement et add. de nom).

Section IV. — Caractères du nom et actions relatives au nom.

§ 1^{er} *Immutabilité.*

L'intérêt de la société exige une aussi grande fixité du nom que possible. Ce besoin s'est fait sentir très tôt, et dans l'ancien droit le pouvoir royal s'est efforcé d'empêcher, autant que possible, les changements de noms et d'armes. L'édit d'Amboise du 24 mars 1555, exige l'autorisation royale pour tout changement de nom ou d'armes, le Code Michaud de janvier 1629, défend aux gentilshommes de signer du seul nom de leurs terres. Puis, réaction inévitable contre les libertés absolues données par la Révolution, ce fut le décret du 6 fructidor an II, qui rapporta le décret du 24 brumaire, même an, décret qui laissait une liberté absolue aux citoyens de changer de nom, et enjoignit à ceux qui avaient quitté le leur de le reprendre, dans l'avenir prohiba sous des peines très sévères, tout changement et adjonction de nom.

Enfin, la loi du 11 germinal an XI, en instituant un procédé légal pour changer de nom maintient implicitement le principe de l'immutabilité¹.

Il est intéressant de voir à ce sujet, un projet de loi élaboré par la Société d'études législatives qui, dans son article premier, dit² :

« Toute personne reçoit dans son acte de naissance un nom patronymique qui devient sa dénomination officielle. Ce nom est immuable et incessible, sauf les cas prévus par la présente loi, la loi du 11 germinal an XI, sur les change-

1. Perreau, *op. cit.*, p. 203.

2. *Bull. de la Soc. d'Et. législ.*, 1927. Rapport de M. Hamel, p. 118.

ments de nom par décret, et la loi du 2 juillet 1923, perpétuant le nom des citoyens morts pour la patrie ». Le principe de l'immutabilité absolue ainsi posé, n'est pas entièrement suivi par la jurisprudence, et dans un arrêt récent (Civ. 6 mars 1923, D. P. 1923. I.81, note de M. Savatier), la Cour de cassation justifie par l'usage seul le port d'un nom, auquel la famille qui le portait n'avait aucun droit pré-existant, et ainsi innove sur la jurisprudence antérieure, qui ne fondait sur le long usage que des modifications peu importantes apportées au nom de famille originaire, et sur lequel le droit des plaideurs n'e faisait aucun doute.

L'obligation de changer de nom imposée dans un contrat ou un testament, n'est pas nulle, mais seulement soumise à l'obtention par l'intéressé d'un décret de l'autorité administrative, l'autorisant à changer de nom (Req. 21 août 1848, D. 48.1.223).

LEGISLATIONS ETRANGERES

Droit belge

Le nom servant à individualiser la personne qui le porte, doit être invariable et attaché à la personne pendant toute sa vie. Il ne pourra être modifié ou changé que par l'effet de la loi, du pouvoir judiciaire ou exécutif. En Belgique, c'est toujours le décret français du 6 fructidor, an II (25 août 1794), qui règle cette matière. Article 1^{er} : « aucun citoyen ne pourra porter de nom, ni de prénoms autres que ceux exprimés dans son acte de naissance¹. »

Donc, c'est l'acte de naissance qui fixe le nom de l'individu pour toute sa vie. Au cas de reconnaissance d'un

1. V. *Pandectes belges*, v. Nom, n° 507.

enfant naturel, de changement de nom autorisé par le gouvernement et d'adoption, mention sera faite en marge de l'acte de naissance.

La jurisprudence ne considère comme éléments du nom que ceux consacrés par une longue possession et servant à distinguer les familles les unes des autres (Trib. Gand, 7 nov. 1906; Pas. 1908, III.76).

Elle décide encore que tous les membres d'une même famille doivent l'écrire de la même manière que leurs auteurs. Qu'il sera fixe et invariable et sans aucune fantaisie possible (Tongres, 28 mars 1900. Pas. 1903.225).

Droit Italien.

En droit italien aussi le nom est immuable¹.

Droit Roumain.

Le nom, en droit Roumain est immuable. La loi le dit formellement (art. 1er, al. 1, loi du 18 mars 1895). La seule exception à ce principe est apportée par la même loi dans sa III^e section, qui permet le changement ou l'addition d'un nom avec l'autorisation du gouvernement dans les formes prescrites par la loi (art. 8 à 17).

Droit Allemand.

Le nom est immuable. Pourtant le sujet prussien émigré aux Etats-Unis d'Amérique qui y est resté cinq ans sans interruption et a acquis la nationalité américaine peut, sans contrevenir à l'ordre du Cabinet du 15 avril 1822, après son retour en Prusse, y porter sans être inquiété le

1. Ferrara, *op. cit.*, p. 578.

nouveau nom de famille qu'il a valablement acquis, conformément à la législation étrangère.

Cette dérogation s'explique par le fait d'un traité du 22 février 1868, entre la Confédération de l'Allemagne du Nord et les U. S. A., ainsi conçu : « Les sujets de la Confédération de l'Allemagne du Nord qui ont été naturalisés citoyens américains des U. S. A. et qui y sont demeurés cinq ans sans interruption, doivent être considérés dans la Confédération comme sujets américains et traités comme tels. »

Donc, pas de dérogation au principe de l'immutabilité, car du moment qu'on admet qu'il y a changement de nationalité, peu importe le changement de nom.

Droit Anglais

On ne peut pas parler d'immutabilité en droit anglais.

On peut changer de nom comme on veut¹. Mais ce qui paraît extraordinaire, c'est que le nom qu'acquiert un individu par l'usage supplante son vrai nom à ce point que les publications en vue du mariage faites sous son nom originaire sont considérées comme un acte de dissimulation et annulées².

§ 2. Imprescriptibilité³

Conséquence de l'immutabilité, le droit au nom est imprescriptible. Il ne peut, ni s'acquérir, ni se perdre par la prescription. Dans un arrêt récent, on dit : « le nom, élément moral du patrimoine, n'est pas chose soumise aux

1. V. *supra*, section III, § I, p. 68.

2. Halsbury, Vol. XI, p. 699.

3. V. Sulblé : *De l'imprescriptibilité du nom et des effets de la possession*, Th. Paris 1910.

règles de la prescription extinctive ordinaire ». (Amiens, 21 nov. 1923, *Journal d'Amiens*, 1924. 73 : V. aussi Lyon, 15 avril 1924, *Mon. jud.* Lyon, 13 oct. 1924) ;

Mais si, en fait, on se trouve en présence d'une très longue possession du nom par une famille, n'est-ce pas là une preuve suffisante que ce nom lui appartient ? Pourtant si l'on trouve des actes antérieurs à cette possession, son effet tombe. « Les familles nobles ou roturières qui, antérieurement à 1789, étaient désignées sous un nom terrien additionnel, ont recouvré le droit de porter ce nom à la condition d'établir que leurs ancêtres avaient suffisamment manifesté leur volonté persistante d'incorporer celui-ci à leur nom patronymique par une possession publique et ininterrompue ». (Montpellier, 18 juillet 1921, *Gaz. Trib.* 29 janv. 1922 ; Angers, 10 juillet 1928 ; *Gaz. Pal.* 1928.2.604).

Faute de preuve contraire, une possession immémoriale et plus souvent une possession de cent ans suffit, ce chiffre étant, d'après les arrêts, pris comme base de calcul (Req. 17 nov. 1891, D. P. 93. I. 245 ; Req. 10 nov. 1897 D. P. 98. 1.242). Donc, première conséquence de ce principe, un nom peut être repris par les représentants d'une famille, même après une très longue interruption dans son usage (Toulouse, 15 mars 1893, S. 93-2-281 ; Civ. 8 mars 1841, S. 41.1. 189 ; 23 oct. 1901. D.P.1904.I.307 ; Req. 10 mars 1914, D.P. 1916. 1.70 ; Bordeaux, 14 juin 1923. La loi du 19 oct. 1923 ; Rec. Bordeaux 1923.I.302).

Et seconde conséquence, aussi grande que soit la durée de l'usurpation d'un nom par un tiers, son porteur légitime peut toujours la faire cesser par une action en contestation de nom (Req. 29 juin 1825, S. 1826, I. 405 ; Paris, 4 déc. 1863 D. P. 64.I.12).

Donc, la possession suffit au juge du fait pour déter-

miner le nom d'une personne, si elle remplit toutefois les conditions demandées par la jurisprudence, être de bonne foi, constante, publique et prolongée¹.

Dans un arrêt récent, on trouve pour la première fois, l'expression de prescription acquisitive (Cour d'appel de Paris 24 déc. 1913, D. 1923.I.83), et la Cour de Cassation (Civ. 6 mars 1923, D. 1923.I.81) sans la reproduire, omet de la démentir². Donc, la jurisprudence, tout en admettant le principe de l'imprescriptibilité, le limite dans l'intérêt de la société qui demande une aussi grande fixité du nom que possible.

LEGISLATIONS ETRANGERES

Droit Belge

Les mêmes principes régissent le droit belge. La jurisprudence est formelle : « Le nom patronymique constitue une propriété imprescriptible, on peut se faire restituer un nom de fief si l'on peut prouver qu'antérieurement au décret du 6 fructidor, an II, ce nom était incorporé et faisait partie intégrante du nom du sollicitateur. (Trib. Liège, 25 juillet 1902, Jur. Liège 1903, 84 P. P. 1903, 1015). Mais en ce cas, la possession doit être ancienne, bien caractérisée, sans intermittence et appuyée de pièces probantes (Trib. Liège *supra* v. aussi Trib. Namur, 20 avril 1905 B. J. 1905, 714). De telles demandes, bien appuyées par des actes probants ont été admises même après 160 ans d'abandon du nom³ (Liège, 1 mai 1907. Jur. Liège 1907, 161 P. P. 1907.746).

1. Perreau, *op. cit.*, p. 173.

2. Savatier, *Note sous Paris*, D. 1923.I.81, précité.

3. *Répertoire de la juris. belge*, v. Etat civ., n° 43.

Droit italien

Au point de vue civil, on ne peut pas parler d'une prescription acquisitive du nom, car cette prescription, se basant sur la possession, ne peut s'appliquer qu'aux droits réels (art. 710 du C. civ. italien). Mais l'usage séculaire d'un nom sert à maintenir une situation de fait comme correspondant à une situation de droit (Appel Bologne, 5 mai 1887. Legge 97, I, 624; Trib. Milano, 3 mars 1900, *Mon.* 1900.497 cités dans Ferrara¹).

Droit roumain.

Conformément au premier article de la loi du nom du 18 mars 1895, le nom patronymique constitue un droit imprescriptible (Cour d'appel de Bucarest, 4 févr. 1921. *Pand. roumaines* 1922, 3.29).

Droit anglais.

La prescription acquisitive joue un grand rôle dans le droit anglais. On acquiert par l'usage un nom auquel on n'avait aucun droit. Une femme mariée, un enfant illégitime, peuvent adopter un autre nom par cette voie. Le tout est de se faire connaître, par un long usage, sous le nouveau nom. L'ancien nom disparaît.

§ 3. *Incessibilité. Nom commercial.*

Le nom n'étant pas dans le commerce en tant que droit de la personnalité, n'est pas susceptible d'être cédé (Trib. Com. de la Seine, 7 juillet 1905), ni légué, ni vendu, mais

1. *Op. cit.*, p. 567.

la jurisprudence valide les conventions qui, tout en conservant à une personne le droit de se servir de son propre nom, autorisent une autre personne à employer ce nom dans un but licite, soit comme pseudonyme, soit comme nom commercial¹. La cession du nom devenu nom commercial est libre, lorsqu'elle n'est pas faite en vue d'une concurrence déloyale, par exemple pour attirer la clientèle d'un homonyme : « Si un commerçant peut, en principe, faire le commerce sous un autre nom que le sien, il ne lui est pas permis de se servir d'un nom porté par une personne exerçant une profession commerciale dans la même ville. Cette dernière a le droit d'interdire l'usurpation qui peut éventuellement lui causer un grave préjudice » (Trib. comm. Marseille, 18 janv. 1919. Rec. Marseille 1919. I.126).

En matière commerciale, le nom devient un élément essentiel du fond de commerce, il fait partie du patrimoine commercial². L'article 1^{er} de la loi du 17 mars 1909 sur la vente et le nantissement des fonds de commerce admet formellement la cession du nom commercial en même temps ou indépendamment du fonds.

Mais, si le cessionnaire abuse des droits qui lui ont été conférés, en faisant un emploi contraire aux usages habituels de la profession commerciale en question, le titulaire du nom ou ses ayants cause, peuvent obtenir la résiliation de la cession (Paris, 24 mai 1905, S. 06, 2.217, note Perreau). La propriété d'un nom commercial, d'une dénomination, etc... appartient au premier occupant, sans aucune publicité. (Trib. comm. Seine, 11 mars 1921 ; *Gaz. Pal.* 1921.2.594).

Aussi, la jurisprudence oblige tous ceux qui commencent

1. Perreau, *op. cit.*, p. 144.

2. Hamel. *Rapport présenté au nom de la Commission d'études législatives*, p. 129.

à exercer une profession commerciale en usant de leur nom patronymique, à prendre les précautions nécessaires pour éviter une confusion nuisible à un homonyme exerçant antérieurement la même profession ou une similaire (Cass. 30 janv. 1878, S. 1878, I. 289, note Lyon-Caen; Trib. civ Seine, 21 janv. 1922, *Gaz. Pal.* 22. I.574).

« L'abus d'un nom patronymique pour créer une confusion résulte suffisamment de ce fait que la maison concurrente ne fait pas emploi de sa raison sociale pour présenter ses produits, mais uniquement du nom d'un de ses associés, qui n'en a ni la gérance, ni la signature sociale (Trib. Com. Seine 24 janv. 1922, *Gaz. Pal.* 1922 I. 335). Mais on ne saurait interdire à un commerçant de faire figurer son nom dans la marque d'une firme commerciale, s'il ne s'est pas borné à le prêter en vue d'une confusion frauduleuse avec une maison concurrente et s'il gère effectivement la société avec ses co-associés (Paris, 13 juillet 1923, *Gaz. Trib.*, 5 déc. 1923).

Mais cette société doit ajouter à sa raison sociale des signes et énonciations destinés à prévenir la confusion et le Tribunal de Commerce a le droit de prescrire toute mesure utile pour éviter cette confusion (même arrêt, v. aussi Trib. Supérieur de Colmar, 17 janv. 1923, *Rev. Alsace-Lorraine* 1923, 265).

Cette idée de cession du nom commercial trouve de nombreuses applications et nous renvoyons pour de plus amples détails à la thèse pour le doctorat de M. Berger-Vachon (Alger 1928) dont cette matière forme le sujet.

Droit belge

Etant hors du patrimoine en tant que droit civil attaché exclusivement à la personne, le droit au nom est hors de

commerce et ne peut faire l'objet d'aucune convention à titre gratuit ou onéreux, testament, etc... car elle serait frappée d'inexistence. Il ne fait pas partie non plus du droit de gage des créanciers d'une personne (Loi du 16 déc. 1851, art. 8)¹.

Chaque personne est libre d'exercer le commerce qui lui plaît sous son propre nom, mais alors, soit qu'il emploie son nom apposé sur un produit fabriqué, soit qu'il l'emploie comme marque de fabrique, il doit mettre le nom et prénoms exprimés dans son acte de naissance².

Toutefois, cet usage ne peut être un moyen de concurrence déloyale et il cesse d'être légal, lorsque le commerçant veut faire croire au public que les produits qu'il vend sont ceux d'une maison concurrente antérieurement établie (Comm. Liège, 17 nov. 1905. Jur. Liège 1906, 23 P.P. 1905, 1085). Mais s'il a soin de spécifier qu'il vend les produits du système X et non les produits de X et s'il n'y a aucun acte de concurrence déloyale, le commerce, dans ces conditions est parfaitement licite (Gand, 11 juin 1908, Belgique Jud. 1909, 77; Gand, 6 mars 1907, Pas. 1907. III. 241).

Droit italien

Le nom est inaliénable³ et imprescriptible. Pourtant on peut autoriser une autre personne à y désigner un produit. Le concessionnaire n'acquiert aucun droit au nom et peut se voir interdire l'usage par les autres membres de la famille du cédant ou par des tiers intéressés, de plus, cette concession est révocable *ex justa causa*, c'est-à-dire en cas d'emploi abusif.

1. *Pandectes belges*, v. Nom, n° 26 et s.

2. *Pandectes belges*, v. Nom, n° 575.

3. Ferrara, *op. cit.*, p. 578.

Le nom commercial a une valeur pécuniaire, on peut le vendre avec le fonds de commerce et il est transmissible au successeur à titre universel du fonds. Il diffère du nom civil parce qu'il est exclusif, dans le sens qu'on peut empêcher les autres d'en faire emploi dans un commerce identique. Il diffère encore par les modifications qu'on est obligé quelquefois de lui faire pour éviter des confusions. L'action contre l'usurpation a un caractère patrimonial, elle peut aussi être exercée par les créiteurs.

Droit roumain

Le nom est inaliénable (art. 1, loi du nom du 18 mars 1895). Exception est faite à ce principe pour le nom commercial. Ce nom pris pour éviter les confusions avec d'autres commerçants devient la propriété du titulaire une fois sa réputation établie. Le commerçant peut aliéner son nom commercial en même temps que le fonds de commerce, il ne pourrait le faire isolément (Trib. de Ilfov 2 mars 1923, Pand. roum. 1923.11.209).

Droit anglais

Une personne peut employer son nom pour faire du commerce, et si une autre l'emploie aussi elle commet une fraude réprimée par la loi ou l'équité¹. La personne qui a cédé son nom de commerce ne pourra plus employer ce nom dans un commerce similaire². Mais un commerçant ne pourra empêcher ses anciens employés d'user de son nom pour la réclame une fois établis à leur compte³.

1. *English and Empire Digest*, p. 702, sect. 5.

2. *Journ. de Droit int. privé*, 1907, p. 791.

3. *Journ. de Droit int. privé*, 1910, p. 917.

§ IV. *De l'usurpation du nom. Sanctions pénales.*

Sauf l'article 259 Code pénal il n'y a pas de texte qui vise directement l'usurpation du nom. Le décret loi du 6 fructidor an II qui dans son article 3 prévoyait des sanctions très rigoureuses : emprisonnement de six mois, amende égale au quart du revenu du délinquant, et dégradation civique du récidiviste est considéré aujourd'hui comme abrogé¹. Les altérations de nom sont visées par différents textes mais qui ne les touchent qu'indirectement car ce que la loi pénale punit surtout c'est le faux ou la manœuvre d'escroquerie. Ainsi : apposition de faux noms sur les produits fabriqués (Loi du 28 juil. 1824), exercice de la médecine sous un faux nom (loi du 30 nov. 1892), usurpation du nom d'électeur (décret loi du 2 février 1852), usurpation du nom artistique (loi du 9 février 1895), dissimulation de nom dans le casier judiciaire (loi du 11 juillet 1900).

L'article 259 du Code pénal dans sa rédaction actuelle qui date de la loi du 28 mai 1858 punit d'une amende de 500 à 10.000 frs. quiconque sans droit et en vue de s'attribuer une distinction honorifique aura pris publiquement un titre, changé, altéré ou modifié le nom que lui accordent les registres de l'état civil.

Les éléments constitutifs de ce délit sont :

1° Que le nom usurpé soit un nom impliquant une distinction honorifique par exemple des noms de terre précédés ou non de la particule². De même la seule adjonction de la particule.

2° Que le nom ait été pris sans droit qui résulte du fait que ce nom est autre que celui assigné par les actes de l'état

1. Perreau, *op. cit.*, p. 95 et s.

2. Code pénal annoté Dalloz. art. 259, n° 255 et s.

civil, et que le changement n'en a pas été régulièrement autorisé.

3° Qu'il ait été porté publiquement, c'est-à-dire non dans l'intimité de la vie privée ou seulement dans les relations mondaines, mais il a été employé dans un acte authentique ou sous seing privé ou dans un écrit public.

4° Qu'il ait été pris avec l'intention criminelle de s'attribuer frauduleusement la distinction honorifique qu'il renferme, intention qui résulte chez le prévenu de la connaissance de la nature honorifique ainsi que de son manque de droit à le prendre ou à le porter. La jurisprudence fait tomber sous le coup de l'article 259 C. pénal le fait de porter ostensiblement et frauduleusement la particule (Trib. corr. Lorient 15 oct. 1923; *Gaz. Pal.*, 1923.2.690; Trib. corr. Marvejols, 15 oct. 1921, *Gaz. Pal.* 1921.2.585).

Donc quoique les particules du, de, de la, des, ne soient pas considérées comme étant un signe de noblesse¹, la jurisprudence fait tomber leur adjonction aux noms patronymiques sous le coup de l'article 259 Code pénal et avec raison, car presque toujours elles sont adjointes dans l'intention de s'attribuer une distinction honorifique, la croyance générale étant que la particule dénote l'origine nobiliaire.

LEGISLATIONS ETRANGERES

Droit belge

L'état civil ayant été organisé en vue d'une aussi grande fixité du nom que possible, les particuliers ne doivent pas avoir la possibilité de changer de nom à vo-

1. Breuil, *De la particule dite nobiliaire*, th. Paris, 1903; Planiol et Ripert, *Traité élém. de dr. civ.*, n° 415.

lonté, chose qui faciliterait les fraudes et les dissimulations d'identité.

A côté du décret du 6 fructidor an II (23 août 1794, valable aussi en Belgique), il y a le Code pénal belge du 8 juin 1867 qui dans son article 231 dit :

« Quiconque aura publiquement pris un nom qui ne lui appartient pas sera puni d'un emprisonnement de 8 jours à trois mois et d'une amende de 25 à 300 francs, ou de l'une de ces peines seulement ». L'article 232 punit tout officier public et tout fonctionnaire qui dans ses actes attribuera aux personnes y dénommées des noms ou des titres de noblesse qui ne leur appartiennent pas, en cas de connivence, d'une amende de 200 à 1000 francs.

Le fait de s'attribuer un nom auquel on n'a pas droit constitue un délit punissable par l'article 231 du Code pénal. Pour l'application de cet article la réunion de trois éléments est nécessaire :

- 1^o port d'un faux nom;
- 2^o publicité;
- 3^o dol ou mauvaise foi.

Il y a port d'un faux nom chaque fois que l'on porte un autre nom que celui exprimé dans son acte de naissance, lorsqu'il y a une modification, adjonction de particule, surnom, nom de terre, et même un changement d'orthographe¹.

Un arrêt de Liège demande l'attribution ostensible d'un nom autre que le sien (Liège 19 déc. 1907 P. P. 1908; *Rev. de droit pénal*, 1908, 307)

Le fait d'employer une seule fois un faux nom suffit-il? Depuis un arrêt de la Cour de cassation (22 janvier 1877,

1. *Pandectes belges*, v. Faux nom.

Pas. p. 102) oui. Il suffit même d'un fait isolé, il n'est pas besoin que l'usurpation soit habituelle, réitérée ou prolongée (Anvers, 22 oct. 1899, P. P. 1900, 15).

Le second élément nécessaire est la publicité. Elle résulte des faits variables que les tribunaux apprécient selon les circonstances.

En général elle résulte du fait de signer, de faire des cartes de faire-part, et même d'employer le nom dans la conversation.

De même le fait de s'inscrire sous un faux nom dans les registres d'un logeur (Liège 25 mars 1899, Pas. 1900.II.200; Cass. 10 juill. 1899; B. J. 1900, 125; Liège, 10 janv. 1900, Pas. 1900.II.200).

Le troisième élément est le dol. Il faut pour qu'il y ait dol que l'inculpé ait agi en connaissance du caractère illicite de l'acte accompli volontairement. Même si la dissimulation du vrai nom n'est pas faite dans l'intention de nuire, il y a délit de dissimulation excluant la bonne foi (Louvain 21 juin 1887, *Belgique juridique* p. 1184 cité dans Pand B.). La dissimulation punissable existe même si l'inculpé prend le nom de l'un de ses parents (en l'espèce le nom de la mère, Trib. Bruxelles 11 février 1901; Pas. 1902. III. 32).

Le fait d'employer un faux nom tombe sous l'application des articles 196 et 197 du Code pénal lorsqu'il porte préjudice aux tiers. (Trib. Bruxelles 15 juill. 1908 P. P. 1908.1123). Le fait de prendre un faux nom dans un passeport ou un permis de port d'armes donne lieu à une aggravation et fait tomber l'acte sous le coup des articles 199 et 201 du Code pénal.

1. *Pandectes belges*, v. Faux nom, n° 35 et s.

Droit italien

Action en usurpation de nom. On donne cette action en cas d'emploi illégitime du nom par un tiers. Pour donner cette action il faut qu'il y ait l'usage du nom de la part d'un tiers. Cette expression est prise au sens large, car il y a usage chaque fois qu'il peut résulter d'une confusion ou une fausse parenté avec une famille, ou bien une erreur sur la personnalité. L'emploi peut résulter aussi du fait d'imprimer des cartes de visite, de signer des œuvres littéraires ou artistiques ou de se faire appeler par un nom d'emprunt¹. L'usage qu'on fait ainsi du nom est illégitime, c'est-à-dire qu'on porte le nom sans droit. Ceux qui ont obtenu un changement de nom par décret et les homonymes n'entrent pas dans ce cas. Mais le pseudonyme doit céder devant le nom. Le but de l'action en usurpation étant de faire cesser une confusion entre les personnes, il faut que l'emploi illégitime du nom ait été fait dans le but de désigner la personnalité. Comme dernière condition pour l'octroi de l'action, il faut que l'usage irrégulier lèse les intérêts matériels ou moraux du titulaire (Art. 36 Code pénal italien). Le plus souvent un particulier se trouve lésé par le fait qu'un autre passe pour être de sa famille. Cette confusion arrive la plupart du temps pour des personnes vivant dans le même milieu social et pour des noms illustres ou très connus, elle est beaucoup moins à craindre pour des noms obscurs ou très répandus. Néanmoins, lorsqu'elle se produit, elle doit être sanctionnée. Le but de l'action est de faire cesser l'usurpation dans l'avenir. Mais en cas de dol, de mauvaise foi, réparation du dommage est due.

1. Ferrara, *op. cit.*, p. 575.

L'emploi dans une convention d'un nom inexact ou d'un pseudonyme peut la rendre nulle. Le fait de signer d'un nom fictif dans les registres d'aubergistes ne tombe pas sous le coup de l'article 436 Code pénal qui punit celui qui emploie un nom supposé dans les rapports avec l'autorité.

Le nouveau Code pénal ne punit pas la simple usurpation de nom, le simple usage d'un nom supposé, il punit surtout l'usurpation d'un titre (art. 186 C. pénal, l'usage indu, la contrefaçon ou l'altération d'un nom commercial ou distinctif d'une œuvre de l'esprit (art. 296 C. pénal).

Droit roumain

Celui qui prend un nom sans droit pourra être poursuivi après une sommation restée sans effet, devant les instances répressives et pourra être condamné à une amende de 500 à 2000 lei. La récidive sera punie d'emprisonnement jusqu'à 6 mois (art. 20, loi du nom du 18 mars 1895), l'article 130 du Code pénal punit l'usage du faux nom dans un passeport d'emprisonnement de trois mois à un an. L'article 131 du Code pénal punit d'emprisonnement le fonctionnaire complice (Voir aussi les art. 134, 135, 136 Code pénal). Enfin l'article 334 punit d'une manière générale l'usage du faux nom en vue de toutes sortes de manœuvres dolosives d'emprisonnement de six mois à deux ans et de 26 à 1000 lei d'amende. En outre le coupable pourra se voir interdire ses droits civils pour un temps limité. Le ministère public pourra poursuivre les délinquants à la loi du nom (article 22 de la loi).

Droit espagnol

Celui qui use publiquement d'un nom supposé encourt les peines de l'*arresto mayor* en ses degrés inférieurs et moyens et d'une amende de 125 à 1250 pesetas. Quand l'usage du nom supposé a eu pour objet de cacher un délit, d'éluder une peine ou de causer un préjudice à l'Etat ou à des particuliers, le coupable est passible de l'*arresto mayor* dans ses degrés moyens et supérieurs et d'une amende de 150 à 1500 pesetas. Néanmoins l'autorité supérieure administrative peut s'il y a une juste cause permettre l'usage temporaire d'un nom supposé (Code pénal espagnol art. 346). Le fonctionnaire public qui dans un acte attribue sciemment à une personne un nom qui ne lui appartient pas encourt une amende de 150 à 1500 pesetas (art. 347 code pénal espagnol).

Droit allemand

L'article 360 alinéa 8 Code pénal punit d'une amende jusqu'à 150 marks ou d'arrêt quiconque se sert devant un fonctionnaire compétent d'un nom autre que le sien.

Droit anglais

Ce que la loi anglaise réprime c'est l'intention frauduleuse, l'intention de nuire à autrui. Tout en laissant la plus grande liberté pour changer de nom, lorsqu'il est fait en vue d'une dissimulation pour frauder les tiers, il est répréhensible¹.

Un écrivain par exemple pourra employer le nom d'une personne pour désigner un personnage dans ses écrits.

1. Halsbury, vol. 11, p. 699; *English and Emp. Digest*, t. 35, p. 703.

Le porteur du nom n'a aucun droit à s'opposer à cet emploi. Mais si l'auteur entend par là la tourner en ridicule ou la traiter de façon désobligeante, il sera coupable de diffamation et passible de dommages intérêts, même si le nom en question est un pseudonyme. On a souvent recours faute d'autre moyen à l'idée de diffamation qu'on emploie très probablement dans son sens large, car autrement elle serait bien insuffisante¹.

Ancienne Russie et droit soviétique

Le Code pénal punit dans l'ancienne Russie, celui qui, sans se servir de faux documents, s'approprie un nom de famille qui ne lui appartient pas, d'une amende pouvant aller jusqu'à 200 roubles². En droit soviétique l'admission d'une action en usurpation d'un nom devant les tribunaux paraît douteuse³.

§ V. Défense du nom patronymique.

Actions relatives au nom

Chacun a le droit de défendre son nom contre les empiétements des tiers et celui de ne pas voir son nom méconnu ou contesté ou encore moins usurpé.

Contre les usurpations la protection du nom est assurée de deux manières, soit en invoquant la propriété du nom, soit en demandant la réparation du délit commis par l'usurpation selon l'article 1382 du Code civil auquel cas il devra prouver le préjudice commis par l'usurpateur, preuve qui est inutile dans le système de la propriété du

1. *Journ. de droit int. privé*, p. 622.

2. *Rép. gén. de droit français*, t. 28, p. 559.

3. *Eliachevitch, op. cit.*, t. 1, p. 192.

nom. Les actions relatives au nom sont de deux sortes, en réclamation de nom, qui tend à une rectification des actes de l'état civil (art. 99 C. civ. modifié par la loi du 20 nov. 1919), et une action en contestation de nom par laquelle un particulier qui se croit lésé interdit à une autre personne le port de son nom et tend à faire rectifier son acte de naissance au cas où le nom y figure. La jurisprudence est divisée quant à la preuve de l'usurpation. Certaines décisions se basant sur la théorie de la propriété du nom n'exigent pas la preuve d'un dommage. Nous lisons dans un arrêt :

« Le nom patronymique d'une famille constitue une propriété qui autorise ses membres à s'opposer à ce que leur nom soit usurpé » (Trib. civ. Brive 25 oct. 1922, *Gaz. Pal.*, 1922,2,556), ou encore : « Le nom patronymique constituant une propriété, le seul fait de sa possession par autrui constitue un dommage dont la réparation peut être demandée sans qu'il soit besoin d'administrer d'autre preuve que celle de l'usurpation du nom. L'intérêt moral du propriétaire d'un nom à contester à un tiers le droit d'en usurper l'usage suffit à justifier une action en justice » (Trib. civ., Le Havre, 9 fév. 1924, *Gaz. Pal.* 1924.1.643).

D'autre part une jurisprudence en sens contraire s'affirme et M. Savatier dans sa note sous Civ. 6 mars 1923 (D. 1923.1.81) dit : « la Cour de Paris et la Cour de cassation pour déclarer la demande recevable prennent d'abord soin de constater qu'elle s'appuie sur un intérêt moral, préoccupation remarquable car elle touche à la nature même du droit au nom. Cet intérêt moral basé sur le fait que le nom litigieux était l'apanage exclusif de la famille des demandeurs et ajoute M. Savatier cette simple indication contient une vérité profonde, un vieux nom uni ou non à des titres représente un patrimoine de souvenirs qui

fait l'honneur propre des membres d'une famille ». Un arrêt postérieur tout en affirmant la propriété du nom exige pourtant la preuve d'un dommage conforme à l'article 1382 : « Le nom patronymique constitue une propriété, toute atteinte à cette propriété permet au titulaire de ce nom en tant qu'il rapporte la preuve d'une faute commise à son encontre et d'un préjudice matériel ou simplement moral subi, de s'adresser à la justice pour obtenir contre l'auteur responsable une condamnation à des dommages-intérêts par application de l'article 1382 du Code civil » (Trib. civ. Seine, 1^{er} déc. 1926, *Gaz. Trib.*, 17 février 1927).

Le Conseil d'Etat est beaucoup plus sévère quant à la preuve à faire et demande la justification d'un intérêt sérieux pour admettre les oppositions aux décrets autorisant des changements de noms (Cons. d'Etat, 16 juil. 1880, D. 81.3.74; 4 déc. 1896, D. 98.3.35; 24 mai 1901, D. 1902.3.39). Quel parti faut-il prendre? Nous nous rallions à la solution adoptée par la Société d'études législatives¹ qui s'inspirant du Code civil allemand (art. 12), décide que la preuve du dommage réalisé est inutile, qu'il suffit au demandeur d'établir que l'usurpation lui cause un risque de dommage, lequel, d'ailleurs, sera apprécié par les tribunaux.

L'action intentée par la victime de l'usurpation ou par le Ministère public dans les cas prévus par l'article 99 du Code civil modifié par la loi du 20 novembre 1919 tend à faire réparer le préjudice subi, et pour l'avenir à faire cesser l'usurpation.

1. Hamel, *Bull. de la soc. d'Etudes législ.*, 1927, p. 123.

LEGISLATIONS ETRANGERES

Droit belge.

Le nom, marque distinctive de chaque citoyen, ne peut subir aucune atteinte, car l'individualité du porteur serait elle-même atteinte et le nom cesserait d'accomplir son rôle qui est d'éviter les confusions entre les individus¹.

Le nom étant le patrimoine commun de la famille chacun de ses membres a le devoir de le porter et de le défendre contre les usurpations, altérations et déformations de la part des tiers. De même de poursuivre les erreurs contenues dans un acte de l'état civil, erreurs qui le lèsent (Bruxelles, 6 nov. 1907, B. J. 1907, 1220; P. P. 1908, 672). On peut défendre à un journal de donner son nom patronymique à un personnage de roman feuilleton, et si le fait se produit il y a préjudice, et on peut obtenir réparation par une action en indemnité².

Droit italien.

Action en réclamation de nom. On a droit à cette action chaque fois qu'il y a contestation judiciaire ou extrajudiciaire de la part d'un tiers, ou refus de donner le nom, ou bien refus d'un notaire ou officier de l'état civil d'inscrire le nom dans un acte. Bref chaque fois qu'un tiers refuse de reconnaître le droit au nom d'une personne. Le but de l'action est de faire cesser les dénégations à l'avenir en affirmant le droit au nom du demandeur.

1. *Pandectes belges*, V. Nom, n° 605 bis.

2. Duprat, *Le Journal*, p. 159 et 159.

Droit roumain.

Les personnes qui se trouvent lésées par l'usurpation de leur nom ont à leur disposition l'action pénale de l'article 20 de la loi du nom du 18 mars 1895 qui aboutit à une amende de 500 à 2.000 lei et à l'emprisonnement jusqu'à 6 mois en cas de récidive. Les personnes intéressées pourront demander au tribunal la rectification de l'acte de naissance d'une personne inscrite sous un nom auquel ses parents n'avaient aucun droit (art. 21, loi du nom), l'arrêt du Tribunal resté définitif sera publié dans le *Moniteur officiel* et dans trois des journaux les plus répandus de la capitale (loi des actes sur l'état civil de 1928. art. 39, 40 et 41).

Droit allemand.

L'article 12 Code civil allemand dit : « Si, en ce qui touche le droit à l'usage d'un nom l'ayant droit est troublé par un autre dans l'exercice de son droit ou qu'il se trouve lésé dans son intérêt par le fait qu'un autre se sert indûment du même nom, l'ayant droit peut agir en justice pour obtenir qu'il soit mis fin aux faits qui lui portent préjudice à cet égard. Si des faits analogues sont à craindre dans l'avenir, il peut en poursuivre l'interdiction ». Cet article est très intéressant parce qu'on donne une action au demandeur par le seul fait que son droit existe, en dehors de toute lésion d'intérêt. La faute du défendeur n'intéresse pas; l'action donnée par cet article est une action négatoire par laquelle on fait cesser les actes d'où provient la négation du droit du demandeur. On peut même poursuivre l'interdiction des troubles pour l'avenir et réclamer les garanties

de l'article 775 du Code de procédure civile et celle des article 232 et suivants du Code civil allemand¹.

Droit anglais.

En droit anglais aucune protection spéciale n'est accordée au nom. Pour les quelques moyens de défense (V. *suprà*, section IV, § 4).

§ 6. Loi du 2 juillet 1923

*perpétuant le nom des citoyens morts pour la patrie*².

Les auteurs de la proposition de loi ont voulu que les noms portés par les victimes de la dernière guerre ne périssent pas avec elles. En permettant à un membre de la famille de relever le nom menacé de l'oubli, la loi donnera un réconfort moral à ceux condamnés à porter un double deuil : celui de leur fils et celui d'un nom à tout jamais glorifié. Et aux familles les plus cruellement éprouvées l'hommage offert par la loi apparaîtra comme une dette de reconnaissance, et en perpétuant un héroïque souvenir il imposera aux héritiers du nom le devoir de s'en montrer dignes³. Cette loi donne le droit, au plus proche des successibles, d'un dernier représentant mâle d'une famille, mort à l'ennemi sans postérité, de relever son nom en l'ajoutant au sien, et si celui-ci ne l'exerce pas, aux autres successibles jusqu'au sixième degré, tant pour eux que pour leurs enfants nés ou à naître. La loi accorde un délai de deux ans à partir de la transcription de l'acte de décès au demandeur majeur et le même délai au mineur mais à partir de sa majorité si toutefois le droit n'a pas été revendiqué au cours de sa minorité par ses représentants légaux.

1. Saleilles, *op. cit.*, p. 98.

2. Selignac, th. Montpellier, 1926.

3. *Exposé de motifs de la loi*, p. 110.

Une copie de la requête devra être affichée pendant trois mois, dans l'auditoire du tribunal civil du lieu d'ouverture de la succession.

S'il y a opposition il sera statué par le tribunal civil siégeant en audience publique, le Ministère public entendu (art. 3 de la loi).

La requête qu'il y ait ou non opposition peut être rejetée même d'office pour des motifs tirés de la volonté expresse ou tacite du défunt ou de l'indignité du requérant (art. 3, § II de la loi).

Le tribunal a les pouvoirs les plus larges pour apprécier le bien fondé de la demande, pour interpréter la volonté expresse ou tacite du défunt ou pour déterminer l'indignité du requérant¹. Tout individu s'il est dans l'ordre de la descendance le dernier représentant mâle d'une famille peut, en prévision du cas où il serait tué à l'ennemi sans postérité, transmettre son nom patronymique par disposition de dernière volonté à l'un de ses parents au degré successible même non appelé à sa succession (art. 4, § 1^{er} de la loi).

1. Exposé de motifs de MM. Viviani et Ghensi, art. 3 de la proposition.

CHAPITRE II

LE PRÉNOM

Le prénom est une adjonction au nom patronymique et sert à mieux désigner l'individu ; au sein de la famille dont les membres sont porteurs du même nom il sert à les distinguer les uns des autres, enfin dans la société il distingue entre eux les homonymes.

Ainsi que dans le droit romain les prénoms sont placés avant le patronymique. L'officier de l'état civil inscrit lors de la déclaration de la naissance le ou les prénoms indiqués par le père (art. 56 et 57 du C. civ.), donc le choix des prénoms appartient au père. A son défaut le choix appartient à la mère survivante, à la mère naturelle ou à l'administration de l'hospice¹. Le choix du prénom n'est pas libre car la loi du 11 germinal an XI, dans son article premier : interdit aux officiers publics d'admettre d'autres prénoms que les noms en usage dans les différents calendriers et ceux des personnages connus dans l'histoire ancienne. Cette délimitation est bien vague et donne lieu à beaucoup de difficultés et parfois met les officiers de l'état civil dans le plus grand embarras, ainsi que le fait remarquer M. Edouard Lévy dans son livre très intéressant et souvent spirituel².

1. Perreau, *op. cit.*, p. 438.

2. Ed. Lévy : *Le manuel des prénoms*, Paris, 1922.

Les prénoms une fois inscrits dans l'acte de naissance sont définitifs et il n'appartient pas au tribunal de les modifier (Trib. civ. de Lisieux, 13 octobre 1910, *Gaz. Pal.*, 1910.2.452). Mais une rectification judiciaire peut intervenir si les prénoms inscrits dans l'acte de naissance ne sont pas ceux dictés par le père, ont été irrégulièrement choisis ou bien si on découvre que le sexe d'un enfant était autre que celui déclaré dans l'acte¹. Si l'acte de naissance d'un enfant né en France de parents étrangers contient des prénoms ou noms déclarés erronés par les agents consulaires ou diplomatiques du pays dont le père est originaire, on peut demander leur modification par jugement rectificatif (Trib. de Seine-et-Marne, 24 août 1927, *Journal de Dr. int. privé*, 1929, p. 100). On est libre de porter un seul prénom si on en a plusieurs, et pas nécessairement le premier. Mais il a été jugé qu'aux termes de la loi du 6 fructidor, an II, nul ne peut porter de prénoms autres que ceux inscrits dans son acte de naissance qui sont définitifs et ne peuvent subir aucune modification même dans l'ordre où ils sont mentionnés. (Cour d'appel de Rennes, 23 juillet 1925, *Gaz. Pal.* 1925.11.532). Mais la loi du 11 germinal an XI, autorise les changements de prénoms dans certains cas énumérés par la loi. Cette énumération ne semble pas limitative, pourtant la justice n'admet le changement ou l'interversion des prénoms qu'en cas d'erreur ou pour des motifs d'ordre public (même arrêt).

De même que pour le nom patronymique on a le droit de ne pas se voir refuser ses prénoms par autrui, ainsi que celui d'interdire le port de ses prénoms à une personne s'il résulte de ce fait un préjudice comme dans le cas où une per-

1. Planiol, Ripert et Savatier, *op. cit.*, p. 127.

sonne usurpe à la fois les nom et prénoms d'une autre, ou le prénom d'un homonyme ou encore lorsque ayant le prénom d'un autre comme patronymique son nom est usurpé comme prénom¹.

LEGISLATIONS ETRANGERES

Droit belge.

Les prénoms sont des éléments obligatoires du nom des personnes ainsi qu'il résulte de l'article premier du décret du 6 fructidor an II (devenu obligatoire en Belgique le 26 janvier 1797). Ils sont indépendants de la filiation et ne font pas partie du patrimoine familial. Les prénoms sont acquis au moment de l'inscription sur les actes de l'état civil, par l'officier de l'état civil suivant la déclaration des personnes tenues de déclarer la naissance (art. 57, C. civ. combiné avec l'article 1^{er} du décret du 6 fructidor an II). Les prénoms restent les mêmes durant la vie de la personne, indépendamment du nom qui pourrait être changé, rectifié, etc.

Tout comme en France le choix des prénoms appartient aux déclarants. Si l'officier d'état civil refuse d'inscrire le ou les prénoms sous prétexte qu'il ne sont pas conformes à la loi (loi du germinal an XI) le débat sera porté devant les tribunaux².

Un arrêt du Tribunal de Casale (28 avril 1906; Pas. 1907 IV. 7) décide qu'il appartient aux tribunaux la suppression des prénoms ridicules, ignominieux, étranges ou inconvenants, et de les remplacer par d'autres convenables.

Cette jurisprudence qui pourrait surprendre au premier

1. Perreau, *op. cit.*, p. 450.

2. *Pandectes belges*, v. Nom, n° 418.

abord est pourtant justifiée, car quoiqu'il n'appartient pas au pouvoir judiciaire d'attribuer des prénoms, la loi du 11 germinal an XI ordonne de s'adresser à la Chambre du Conseil du tribunal d'arrondissement comme en matière de rectification, au cas où les prénoms seraient contraires à l'art. premier de la même loi. Mais s'il s'agit d'ajouter de nouveaux prénoms et non de rectifier des erreurs ou des omissions, l'intéressé devra prendre recours au roi (Bruxelles 27 janv. 1844, Pas., 1844, p. 254).

C'est toujours au pouvoir judiciaire qu'on s'adresse par voie de rectification lorsqu'un acte de naissance ne contient pas de prénom. On insère dans l'acte de naissance le prénom que l'individu a toujours porté s'il est, toutefois, conforme à la loi¹.

L'enfant naturel non reconnu recevra lors de sa naissance, plusieurs prénoms, donnés à lui par les déclarants et l'officier de l'état civil.

L'un de ses prénoms, le dernier de préférence, lui servira de patronymique et sera transmissible à ses descendants.

Si un enfant naturel vient à être reconnu il garde les prénoms exprimés dans son acte de naissance. L'article 58 du C. Civ. s'applique à l'enfant trouvé.

Droit italien.

Le droit de donner un prénom est un attribut de la puissance paternelle qui revient en première ligne au père et, s'il est absent ou incapable, à la mère. Si le père étant présent, la mère ou son mandataire fait la déclaration, le père est supposé acquiescer au prénom choisi ou renoncer à son

1. *Pandectes belges*, v. Actes de l'Etat civil, n° 338.

droit. Si la déclaration est faite par des tiers, ils doivent donner les prénoms choisis par les parents. (Art. 373 c. civ. it.) Si les déclarants s'abstiennent l'officier devra donner un prénom (art. 374 c. civ. it.) La dénomination légale une fois acquise reste invariable et n'est pas *res privati juris* à la disposition du particulier, qui ne pourra la changer ou y renoncer, comme en droit romain. Il n'y a pas changement de prénom au cas de rectification d'un acte de l'état civil, afin de réparer une erreur ou une omission (art. 401. c. civ. it.)

Droit roumain.

Le prénom sera donné à l'enfant légitime par le père ou à son défaut par la mère, ce droit étant considéré par la loi comme un attribut de la puissance paternelle.

Le choix est libre sauf toutefois la restriction imposée par l'art. II de la loi de 1895 qui interdit de prendre comme prénom les noms patronymiques des personnes.

C'est la mère qui choisit un nom à l'enfant naturel. Pour l'enfant trouvé la loi étant muette c'est la coutume qui régit cette matière et c'est l'officier de l'état civil ou la personne présentant l'enfant qui choisira un prénom. On peut donner à l'enfant de même qu'en France un ou plusieurs prénoms.

Droit espagnol.

L'officier de l'état civil doit refuser d'accepter des prénoms extravagants, ne s'appliquant pas à des personnes, ou constituant en réalité des noms de famille (Règlement d'exécution de la loi du 17 juin 1870 art. 34 rem. 3).

Droit allemand.

D'après la loi du 6 février 1875 sur l'état civil (par. 22) l'acte de naissance de l'enfant doit, en général, indiquer ses prénoms, mais s'ils n'étaient pas encore fixés au moment de la rédaction de l'acte, la loi permet qu'ils soient inscrits au plus tard dans un délai de deux mois sous forme d'une annotation marginale de l'acte de naissance. La question de savoir quel prénom il est permis de faire inscrire au registre relève du droit public. L'article 12 code civil allemand, s'applique aux prénoms également¹.

Droit Anglais.

Le prénom nommé aussi *christian name*, nom de baptême, sera donné à l'enfant par ses parents²; la plus grande liberté est accordée quant à son choix. Une voyelle ou une consonne pourront former un prénom. Clunet³, en cite d'extraordinaires comme « Pétersbourg », « Sardine Box » « Red Herring ».

Pendant la guerre sud-africaine on donna des prénoms comme « Mafeking » « Ladysmith », « Johannesburg », et d'autres tout aussi ridicules. On peut avoir deux patronymiques, mais on ne peut avoir qu'un prénom⁴.

Une fois acquis, le prénom ne pourra plus être changé⁵. Pourtant, on cite le cas de Sir Francis Gawdie juge suprême au Tribunal qui a changé son prénom de Thomas contre celui de Francis par une confirmation en 1886⁶. Une per-

1. Saleilles, *op. cit.*, p. 98.

2. V. *supra*, par. 1^{er} *Filiation légitime*, p. 36.

3. *Journ. de dr. intern. privé*, 1913, p. 356.

4. *English and Emp. Digest*, t. 35, p. 701, § 1.

5. Sauf les changements dans les premiers douze mois à partir de la naissance, v. *supra*, *Changements et rectifications de nom*, sect. III, § 1, p. 68.

6. Halsbury, t. 21, p. 350, v. Name.

sonne pourra se faire désigner par un autre prénom que le sien ou en prendre un deuxième, mais ce ne sont pas là des vrais noms de baptême. Si une personne signe un acte d'un prénom autre que celui reçu au baptême elle sera tenue comme si elle avait signé de son patronymique. Pratiquement, on change de prénom comme on change de nom, librement, toutefois sous la même condition, à savoir, arriver à se faire connaître sous le nouveau prénom, et sans aucune intention frauduleuse¹.

1. Halsbury, t. 21, 350, v. Name.

CHAPITRE III

PSEUDONYME ET SURNOM

Le pseudonyme comme son nom l'indique (du grec *pseudos* : faux, *nymos* : nom) est un faux nom, ou mieux un nom imaginé, supposé, sous lequel une personne se fait connaître par le grand public en tant qu'auteur, journaliste peintre, sculpteur etc... M. Savatier¹ l'appelle le vocable dont un artiste ou un auteur se sert pour désigner sa personnalité artistique ou littéraire en la séparant volontairement du reste de sa personnalité; il désigne donc le côté professionnel de l'auteur. Très souvent le pseudonyme incarne si bien la personne, que son vrai nom reste dans l'ombre et n'est pas du tout connu, aussi la doctrine et la jurisprudence admettent que le pseudonyme est la propriété de celui qui lui a donné la notoriété (Paris 22 nov. 1911, Gaz. Pal. 912, I. 355; Trib. Civ. Seine 31 mars 1914; Gaz. Pal. 1914. I. 502). Mais cette propriété passe-t-elle aux héritiers de la personne qui l'a eue? La solution est douteuse. Les héritiers d'un écrivain peuvent faire interdire après sa mort l'usurpation de son pseudonyme employé par un tiers pour se désigner même s'ils ne font pas la preuve d'un préjudice grave justifiant l'allocation de dommages-intérêts. (Paris 23 mai 1924 D. P. 1925 2. 9). Mais un doute subsiste

1. Note sous D. P. 1925.2.9.

sur le point de savoir si ce droit de propriété se transmet aux héritiers d'une personne avec la même plénitude ou si au contraire ceux-ci ne recueillent que la faculté d'intervenir en vertu des dispositions de l'article 1382 C. Civ. lorsque soit leurs intérêts matériels soit le simple bon renom de leur auteur sont en jeu (Trib. civ. de la Seine, 18 mars 1929 Gaz. Pal. 1929. I.817). Donc la jurisprudence sans assimiler complètement le pseudonyme au nom patronymique reconnaît aux héritiers le droit moral de défendre la personnalité de leur auteur¹. Nous pensons qu'il faudrait assimiler le droit des héritiers à défendre le pseudonyme de leur auteur, aux droits qu'ils ont sur la propriété littéraire et artistique, dans la mesure ou la loi le leur accorde, c'est-à-dire temporairement.

LEGISLATIONS ETRANGERES

Droit belge

En droit belge le pseudonyme a les mêmes caractères qu'en France. Il est souvent employé dans le domaine littéraire et artistique, soit pour garder l'incognito, soit pour cacher un nom ridicule ou étrange². Etant considéré comme personnel, le fait d'employer le pseudonyme d'un autre tombe sous le coup de l'article 231 C. pénal (Bruxelles 18 mars 1903; Pas. 1905. II. 160).

Droit italien

Le pseudonyme est un nom conventionnel librement choisi par l'individu pour masquer sa personnalité. Pour avoir droit à la protection de la loi, il faut avoir produit

1. Note sous l'arrêt précité.

1. *Pandectes belges*, v. Nom, n° 581.

une œuvre importante, en faire un usage notoire et constant, pour qu'une fusion s'établisse entre l'individualité de la personne et certains côtés de son activité¹.

La protection du pseudonyme dans ce cas est similaire à celle accordée au nom, on peut agir contre les troubles des tiers, les usurpations, les dangers de confusions et s'il y a mauvaise foi, on peut même obtenir des dommages-intérêts.

Droit allemand

Il y a controverse à savoir si la protection de l'article 12 C. Civ. allemand s'applique aussi aux pseudonymes². Nous inclinons pour l'affirmative car les intérêts que la loi protège ne sont pas exclusivement pécuniaires.

Droit anglais

Le pseudonyme a en Angleterre le même emploi qu'en France et jouit de la même vague protection accordée au nom³.

SURNOM

A la différence du pseudonyme qu'une personne s'octroie elle-même pour cacher une partie de sa personnalité, le surnom est attribué par le public à une personne et embrasse la personnalité entière. Le fait d'être très connu sous un surnom donne droit à son porteur de le défendre contre toute usurpation et même de réclamer son usage en justice, tout autant que pour le nom patronymique⁴.

1. Ferrara, *op. cit.*, p. 582.

2. Saleilles, *op. cit.*, p. 98.

3 V. *supra* usurpation, sect. IV, § 4.

4 Perreau, *op. cit.*, p. 474.

Il a été jugé en se basant sur l'article 35 du C. Civ. qu'un surnom ne pouvait pas être inscrit dans un acte de naissance (Trib. Civ. Seine, 29 avril 1921, D. P. 1922.V.2). Le surnom sert souvent pour désigner des individus qui, dans certains milieux, ont un intérêt quelconque à cacher leur vrai nom. Dans ces cas on emploie leurs surnoms même dans les actes les concernant mais alors précédés du mot « dit » un tel, etc..

LEGISLATIONS ETRANGERES

Droit belge

En droit belge il paraît¹ qu'il faut entendre par là toute appellation qui, à un titre quelconque, a servi à désigner une personne autrement qu'à titre de nom patronymique. Souvent la jurisprudence l'entend dans le sens de surnom terrien et alors elle permet la revendication à condition qu'il ait servi à distinguer les membres d'une même famille, du nom de laquelle il fait partie intégrante, avant la loi du 6 fructidor an II (Bruxelles 17 nov. 1904; G. T. 1904, 1295; dans le même sens Bruxelles 24 déc. 1907, B. J. 1908, 45). Et celui qui prend publiquement un surnom qui ne figure pas dans son acte de naissance tombe sous l'application de l'article 231 Code pénal (Cass. 17 avril 1905, Pas. 1905.I. 196).

Droit roumain

Le surnom existe en Roumanie surtout parmi les paysans où il joue un rôle assez important, mais il ne fait l'objet d'aucune disposition ou protection légale.

1. *Pandectes belges*, v. Nom, nos 52 et 54.

Droit anglais

Le surnom, *surname*, terme employé aussi pour le nom patronymique joue un rôle très important en droit anglais. Sous la condition d'être fait sans intention frauduleuse, ou en vue d'une dissimulation, n'importe qui, femme, homme, enfant, peut choisir et porter librement n'importe quel nom et prénom et se faire connaître comme tel¹. Cette coutume très ancienne, introduite en Angleterre au temps de la conquête normande se généralise à partir du xiv^e siècle². Choisi librement le surnom pourra être changé librement autant de fois qu'on le désire.

1. *English and Emp. Digest*, p. 703.

2. Halsbury, t. 21, p. 350 et t. XI, p. 699 note (a).

CONCLUSION

Malgré nos efforts pour présenter dans cet ouvrage les questions relatives au nom dans toute leur complexité afin de mettre dans la main du lecteur un travail achevé, nous nous sommes heurté dès le début à la rareté des textes concernant la question et au peu d'importance qu'on lui attribue dans la plupart des pays. Le domaine où il y aurait beaucoup à faire est le droit international privé. La question des passeports, les relations commerciales; les échanges littéraires et artistiques qui de nos jours ne se limitent plus au cadre restreint des frontières d'un pays, mais ont pour champ d'activité l'humanité entière, auraient beaucoup à gagner du fait de la sécurité, à laquelle on atteindrait facilement, par un accord entre les divers états concernant surtout la fixité du nom et la publicité nécessaire, pour porter à la connaissance des tiers les changements de noms autorisés par la loi.

Vu, le Doyen,
Edgard ALLIX

Vu, le Président de la Thèse,
Henri LÉVY-ULLMANN

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY

APPENDICE

LOI SUR LE NOM DU 18 MARS 1895¹

SECTION I. — PRINCIPES GÉNÉRAUX

Article premier. — Le nom patronymique (de famille) constitue un droit imprescriptible, on ne peut le changer, modifier ou en ajouter un autre que conformément aux prescriptions de la présente loi.

A partir de la promulgation de la présente loi, personne ne pourra porter un autre nom que celui sous lequel elle figure dans les actes de l'état civil, ou bien le nom sous lequel elle est connue à cette époque, sauf les réserves prévues par la présente loi.

Les paysans roumains, qui n'ont pas de nom patronymique, conforme à l'article précédent, pourront s'en former un en ajoutant une terminaison roumaine au nom de baptême de leur père ; déclaration en sera faite par devant le maire du lieu d'origine qui sera mentionnée en marge de l'acte de l'état civil.

Les noms ainsi formés ne pourront être ceux des familles connues dans l'histoire nationale.

Art. 2. — On ne peut prendre comme prénom un nom de famille.

Art. 3. — Le nom patronymique s'acquiert seulement par l'effet de la loi ou avec l'autorisation du gouvernement.

SECTION II. — ACQUISITION DU NOM PAR L'EFFET DE LA LOI

Art. 4. — Les enfant légitimes ou légitimés par mariage subséquant porteront le nom de leur père.

Art. 5. — L'adopté ajoutera à son nom de famille le nom patronymique de l'adoptant ; conformément aux dispositions de l'article 312 du Code civil.

Art. 6. — Les enfant nés de parents inconnus seront

1. *Moniteur Officiel*, n° 278, 1895.

inscrits sur les registres de l'Etat Civil sous deux prénoms; dont le dernier servira de nom patronymique.

Art. 7. — La femme mariée prendra le nom de famille de son mari; ce nom, elle le perd en divorçant.

SECTION III. — ACQUISITION DU NOM PAR AUTORISATION DU GOUVERNEMENT.

Art. 8. — Toute personne qui ayant des motifs sérieux, veut changer de nom ou en ajouter un autre à celui qu'elle a, adressera une demande motivée au Ministère de la Justice.

Le Ministère procédera d'office à une enquête pour constater le bien fondé de la demande.

Art. 9. — La demande sera publiée six fois, sans indication des motifs, à un mois d'intervalle, dans le *Moniteur officiel* et dans trois des journaux les plus répandus de la capitale.

Pendant cet intervalle, ainsi que 30 jours après la dernière publication, tout intéressé a le droit de faire opposition.

Art. 10. — C'est la Cour d'appel qui statue sur les oppositions. Sa décision est définitive sans opposition et sans recours.

Art. 11. — Si la Cour trouve l'une des oppositions fondées, la demande est repoussée; dans le cas contraire, la demande est renvoyée au Ministère.

Art. 12. — Le ministère de la Justice soumettra la demande au Conseil des ministres. Celles contre lesquelles il n'a pas été fait d'opposition après l'écoulement du délai de six mois prévu par l'article 9; et dans un délai d'un mois après le renvoi du dossier par la Cour conformément à l'article 11 pour celles dont les oppositions n'ont pas été jugées valables.

Le Conseil des Ministres décidera dans un délai de 15 jours.

Art. 13. — La décision du Conseil des Ministres est définitive. Elle sera publiée dans le *Moniteur officiel*.

Art. 14. — Si la demande est repoussée, pendant dix ans une seconde demande ne pourra être faite par la même personne.

Art. 15. — L'admission de la demande donne droit à celui qui l'a obtenue de demander à l'officier de l'état civil la rectification de ses actes de l'état civil. L'officier sera obligé de le faire. A partir de ce moment, le changement de

nom est définitif, et le demandeur ne pourra plus porter son ancien nom.

Art. 16. — L'autorisation de changer de nom profitera à la femme et aux enfants mineurs du bénéficiaire.

Art. 17. — Un registre sera tenu au Ministère de la Justice de toutes les demandes qui lui sont adressées. Cette liste sera publiée mensuellement dans le *Moniteur officiel*.

SECTION IV. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Art. 18. — Celui qui, après la mise en vigueur du Code civil aura changé, modifié, ajouté une terminaison ou pris un nom sans droit, même si ce nom est celui de son lieu d'origine, pourra être actionné devant la Cour d'appel de Bucarest par les personnes lésées pour l'obliger à délaisser ce nom.

Il ne pourra invoquer en sa faveur, ni la possession d'état, ni la prescription, ni les formalités accomplies pour donner un semblant de légalité à ce changement de nom comme par exemple les publications dans le *Moniteur* ou des demandes au tribunal sans valeur légale.

Cette action pourra être intentée dans un délai de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi. N'entrent pas dans les cas prévus par cet article les noms formés par des noms de baptême auxquels on a ajouté une terminaison, sauf toutefois les noms connus dans l'histoire nationale.

Si le défendeur ne peut prouver que lui ou ses auteurs portaient ce nom tel quel avant la mise en vigueur du Code civil, l'action sera admise et la Cour d'appel ordonnera la rectification des actes de l'état civil de l'usurpateur et il sera même passible de payer des dommages intérêts.

Art. 19. — Dans les cas prévus par l'article 18, les actes signés avant la décision judiciaire condamnant le défendeur à reprendre son premier nom seront valables.

Art. 20. — Une amende de 500 à 2.000 lei sera prononcée contre ceux qui ne se soumettront pas à la décision judiciaire qui leur défend de porter le nom usurpé ; en cas de récidive emprisonnement pouvant aller jusqu'à six mois pourra être prononcé contre l'usurpateur.

Art. 21. — Le Tribunal ordonnera, sur la demande des parties intéressées, la rectification des actes de l'état civil, des personnes qui ont été inscrites sous un nom que leurs parents n'avaient pas le droit de porter.

Art. 22. — Le Ministère public a le droit de poursuivre

ceux qui contreviendront aux dispositions de la présente loi.

L'action de l'art. 18 ne lui appartient pas.

Art. 23. — Le jugement des tribunaux qui ordonnera la rectification des actes de l'état civil sera publié dans le *Moniteur officiel* et dans trois autres journaux de la capitale.

Art. 24. — La présente loi ne déroge pas aux dispositions des articles 84, 85 et 86 du Code civil ¹.

Art. 25. — Les prescriptions de la présente loi s'appliquent aussi aux étrangers établis dans le pays.

Art. 26. — Toutes les dispositions légales contraires à la présente loi sont et restent abrogées.

LOI CONCERNANT LES ATTRIBUTIONS DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, RELATIVE AUX DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM, ATTRIBUTIONS QUI PASSERONT AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE POUR LES NOUVEAUX TERRITOIRES ANNEXES AU ROYAUME ROUMAIN ².

Article unique. — Passeront au ministère de la Justice les attributions données au ministère de l'Intérieur, relatives aux demandes de changement de nom, en Bukovine, par le décret de la Chancellerie autrichienne n° 16.265 du 5 juillet 1826, et les ordres ministériels ultérieurs pour la Transylvanie, par l'ordonnance du ministère de l'Intérieur n° 50.017 de 1881 ainsi que les ordres ministériels ultérieurs.

De même pour la Bessarabie, les attributions données au gouverneur ou à la Chancellerie du tzar par l'article 770, vol. 9, ainsi que toutes les dispositions relatives au changement de nom.

1. Ces articles relatifs à la rectification des actes de l'état civil ont été abrogés par la Loi des actes sur l'état civil de 1928.

2. Décret n° 4.630 du 4 novembre 1922 : *Moniteur officiel*, n° 173 du 8 novembre 1922.

BIBLIOGRAPHIE

- Alexandresco.** — *Explicatiunea teoretica si practica a dreptului civil roman*, vol. 1, éd. II, p. 249.
- D'Arbois de Jubainville.** — *Recherches sur l'origine de la propriété foncière et de noms de lieux habités en France*, p. 129.
- Bagdad.** — *Le nom au point de vue de la loi civile française et roumaine*, thèse. Paris, 1908.
- Baley.** — *La défense du droit au nom patronymique*, thèse. Rennes, 1930.
- Basnage-Beautemps-Beaupré.** — *Revue Historique*, 1863, p. 381.
- Beaune.** — *Des distinctions honorifiques de la particule*, 1862.
- Bessery.** — *Du nom après divorce et séparation de corps*, thèse. Toulouse, 1905.
- Blondel.** — *Etude juridique sur le nom patronymique*, thèse. Paris, 1905.
- Boisseau.** — *Des jugements tendant à établir, rectifier, reconstituer ou annuler les actes de l'état civil*, thèse Paris, 1914.
- Bouviers.** — *Law Dictionary*, 3^e éd., 1914.
- Bouvy.** — *Le droit au nom*, thèse. Paris, 1884.
- Boyer.** — *De l'usurpation de nom* (Fontemoing).
- Colin et Capitant.** — *Cour élém. dr. civ. franc.*, t. I.
- Corviello.** — *Manuale di Diritto civile italiano*, 1910.
- Coste.** — *Le nom des personnes au point de vue civil*, thèse. Aix, 1904.
- Curti.** — *Droit civil et commercial anglais*, 1928.
- Delpech.** — *Du nom patronymique*, thèse. Toulouse, 1911.
- Houriez.** — *De la propriété de nom en droit français*, thèse. Lille, 1902.
- Dubois de Belair.** — *Du nom de famille dans la législation actuelle*, thèse. Paris, 1898.

- Eliachevitch, Tager et Nolde.** — *Traité de droit civil et commercial des Soviets*. Paris, 1930, 3 vol.
- Ferrara.** — *Trattato di Diritto civile Italiano*, t. I, Rome, 1921.
- Gierke.** — *Deutsches Privatrecht*, t. I, p. 717. Leipzig, 1895.
- Hamangiu Rosetti Baicoianu.** — *Tratat de drept civil roman*, vol. I, n° 692; 258-271.
- Hamel.** — *Bull. Soc. Et. Législ.*, 1927, p. 115.
- Haucourt.** — *De la propriété du nom civil et commercial*, thèse Paris, 1898.
- Humblot.** — *Traité des noms, prénoms, pseudonymes dans le droit civil, commercial, criminel, public, administratif*, 1892.
- Jacqueson.** — *Du nom de famille, particule et nom de terre*, thèse Paris, 1906.
- Jouvin.** — *Du nom des époux pendant et après le mariage*, thèse Caen, 1909.
- Hohler.** — *Autorecht*, 1880.
- Lallier.** — *De la propriété du nom et des titres*, 1890.
- La Roque.** — *Traité de la noblesse*. Rouen, 1734.
- Lehr et Dumas.** — *Elément de droit civil anglais*, 2^e éd., Paris, 1906.
- Levesque.** — *Droit nobiliaire français*. Paris, 1866.
- Lévy Ullmann.** — *Introduction générale à l'étude des sciences juridiques*, 1928.
- Lévy Eduard.** — *Manuel des prénoms*. Paris, 1922. Note à la *Semaine juridique*, 1928.
- *La question des prénoms*. Paris, 1913.
- Maccario.** — *De la sanction civile du droit au nom*, thèse Paris, 1921.
- Marx.** — *Le nom de famille*, thèse étrangère. Leipzig, 1906.
- Marquardt et Mommsen.** — *Manuel des antiquités romaines*, tome XIV, p. 11. Paris, 1887-1907.
- Merlin.** — *Répertoire de jurisprudence*, 4^e éd., v. Nom.
- Michel Henry.** — *Le droit de cité romaine*. Paris, 1885.
- Montalban.** — *Le nom littéraire et artistique*, thèse Poitiers, 1928.
- Negoianu.** — *Legea Numelui*, 1932.
- Opet.** — *Das Namenrecht. Archiv für civil Praxis*, 87 p. 313.

- Paccioni.** — *Il diritto al pseudonymo. Rev. di diritto commerciale*, 1909, p. 16, t. I.
- Perreau.** — *Le droit au nom en matière civile*. Paris, 1910.
- Planiol et Ripert.** — *Traité pratique de droit civil français* avec le concours de M. Savatier. Paris, 1925.
- Rouast.** — Note sous Trib. civ. Gap, 20 janvier 1925, D. P. 1926.2.129.
- Saleilles.** — *Revue critique*, 1900, p. 94 et 548, t. XXIX.
- Salveton.** — *Le nom en droit romain et en droit français*, thèse Lyon, 1887.
- Savatier.** — Note sous Civ., 6 mai 1923, D. 1923.1.81; Paris, 3 nov. 1927, D. 1930.2.25.
- Selignac.** — *De la succession au nom ou étude de la loi du 2 juillet 1923*, thèse Montpellier, 1926.
- Stammler.** — *Das gesamte Deutsche Recht*, t. I. Berlin, 1931.
- Stephen.** — *New commentaries of the laws of England*, 19^e éd., London, 1928.
- Stolfi.** — *Isegni di distinzione personali Napoli*, 1905.
- Sudre.** — *Le droit au nom*, thèse. Paris, 1903.
- Sulble.** — *De l'imprescriptibilité du nom et des effets de la possession*, thèse. Paris, 1921.
- Tournade.** — *Etude sur le nom de famille et les titres de noblesse*. Paris, 1882.
- Tourville.** — *De l'étude sur la législation des noms patronymiques*.
- Vavine.** — *Code des lois sur le mariage*, 1927.
- Venzi.** — *Manuale di Diritto Civile Italiano*. Torino, 1928, p. 56.
- Willems.** — *Droit public romain*.
Codes de la Russie soviétique, III vol. Paris, 1927.
Die Zivilgesetze der Gegenwart Band VI, 1927.
Halsbury Earl of the Laws of England.
Handwörterbuch der Rechtswissenschaft Band IV; v. Name.
News Digest. Repertory, 1925.
Pandectes Belges, 35 vol. Bruxelles.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Introduction	1

PREMIERE PARTIE

Chapitre premier. — Droit Romain

§ 1. — Généralités	3
§ 2. — Le prænomen	4
§ 3. — Le nomen gentilitium	6
§ 4. — Le cognomen	9
§ 5. — Filiation, Tribu. Autres éléments	11
Tribu	13
Autres éléments	13

Chapitre II. Histoire et évolution du nom en France.

Des dispositions particulières concernant les Juifs et les habitants des départements de la Hollande Hanséatique et de La Lippe	21
--	----

DEUXIEME PARTIE

Chapitre premier. Le nom patronymique.

Section 1. — Généralités.

Droit français	23
Législations étrangères :	
Droit belge	28
Droit italien	29
Droit roumain	29
Droit allemand	30
Droit anglais	30
Ancienne Russie. Droit soviétique	32

Section 2. — Acquisition du nom patronymique

§ 1. — Filiation légitime	
Droit français	33
Législations étrangères :	
Droit belge	33
Droit italien	34
Droit roumain	35
Droit espagnol	35
Droit allemand	35
Droit anglais	36
Ancienne Russie. Droit soviétique	36

§ 2. — Filiation naturelle.	
a) Enfants naturels légalement reconnus	37
Droit français	
Législations étrangères :	
Droit belge	39
Droit italien	40
Droit roumain	40
Droit espagnol	41
Droit allemand	41
Droit anglais	41
Ancienne Russie	42
b) Enfants naturels non reconnus	
Droit français	42
Législations étrangères :	
Droit belge	43
Droit italien	44
Droit roumain	44
Droit anglais	44
c) Enfants adultérins et incestueux.	
Droit français	44
Législation étrangères :	
Droit belge	45
d) Enfants trouvés.	
Droit français	46
Législations étrangères :	
Droit belge	48
Droit italien	49
Droit roumain	49
§ 3. — Adoption	
Droit français	50
Législations étrangères :	
Droit belge	51
Droit italien	52
Droit roumain	52
Droit espagnol	52
Droit allemand	52
§ 4. — Mariage.	
Droit français	53
Législations étrangères :	
Droit belge	54
Droit italien	55
Droit roumain	55
Droit allemand	55
Droit anglais	56
§ 5. — Déclaration de l'autorité	
Droit français	57
Législations étrangères :	
Droit belge	57
Droit italien	57
Droit roumain	57
Section 3.	
§ 1. — Changement et rectification du nom	
Droit français	57
Législations étrangères :	
Droit belge	60

Rectification de l'acte de naissance en droit belge	62
Rectification du nom en droit belge	62
Droit italien	63
Droit roumain	65
Rectification des actes de l'Etat civil en droit roumain	67
Droit anglais	68
Droit soviétique	70
§ 2. — Effets quant aux membres de la famille du solliciteur	
Droit français	71
Législations étrangères	
Droit belge	71
Droit roumain	72
§ 3. — Effets à l'égard des tiers. Oppositions	
Droit français	72
Législations étrangères :	
Droit belge	73
Droit italien	74
Droit roumain	74
Section 4. — <i>Caractères et actions relatives au nom.</i>	
§ 1. — Immutabilité	
Droit français	75
Législations étrangères :	
Droit belge	76
Droit italien	77
Droit roumain	77
Droit allemand	77
Droit anglais	78
§ 2. — Imprescriptibilité	
Droit français	78
Législations étrangères :	
Droit belge	80
Droit italien	81
Droit roumain	81
Droit anglais	81
§ 3. — Incessibilité. Nom commercial	
Droit français	81
Législations étrangères :	
Droit belge	83
Droit italien	84
Droit roumain	85
Droit anglais	85
§ 4. — De l'usurpation du nom. Sanctions pénales	
Droit français	86
Législations étrangères :	
Droit belge	87
Droit italien	90
Droit roumain	91
Droit espagnol	92
Droit allemand	92
Droit anglais	92
Ancienne Russie. Droit soviétique	93
§ 5. — Défense du nom patronymique. Actions relatives au nom	
Droit français	93
Législations étrangères :	
Droit belge	96
Droit italien	96

Droit roumain.....	97
Droit allemand	97
Droit anglais	98
§ 6. — Loi du 2 juillet 1923 perpétuant le nom des citoyens morts pour la patrie	98
Chapitre II. — Le prénom.	
Droit français	100
Législations étrangères :	
Droit belge	102
Droit italien	103
Droit roumain.....	104
Droit espagnol	104
Droit allemand	105
Droit anglais	105
Chapitre III. — Pseudonyme et surnom	
Droit français	107
Législations étrangères :	
Droit belge	108
Droit italien	108
Droit allemand	109
Droit anglais	109
Surnom	
Droit français	109
Législations étrangères :	
Droit belge	110
Droit roumain.....	110
Droit anglais	111
Conclusions	112
Appendice. Loi sur le nom de 18 mars 1895 (En Roumanie) ...	113
Bibliographie	119

Les Editions Domat-Montchrestien, 160, rue Saint-Jacques, Paris. 1933
